



# FuturWest

*le futur est notre passion*

*le futur est notre passion  
le futur est notre passion  
notre passion  
le futur est notre passion*



# Sommaire

|  |    |
|--|----|
| Nouvelles du Groupe Futurovest         | 02 |
| Envoi n°01 : Révolutions des mobilités | 03 |
| Envoi n°02 : L'Abeille et le crotale   | 05 |
| Envoi n°03 : Retraites et inégalités   | 06 |
| Cogito : Sociocratie                   | 07 |
| Mémoires du futur                      | 18 |
| Bibliographie, Web...                  | 54 |

## Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.  
[contact@futurovest.com](mailto:contact@futurovest.com)

*La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST*

*Éditée par Futurovest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest*

*au capital de 40000€ SIRET : 409 769 908 00016*

*3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient*

*Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 Fax 33 (0)2 97 64 43 71*

*Direction de la Publication : [liam.fauchard@futurovest.com](mailto:liam.fauchard@futurovest.com)*

*conception graphique : [www.leschahuteurs.com](http://www.leschahuteurs.com)*

*ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : Deuxième trimestre 2013*

## Colloque à venir

- **Jeudi 19 Septembre 2013 à Rennes**  
*« ESS et coopération : mythe ou alternative économique ? »*  
Loïc HIRRIEN
- **Jeudi 31 OCTOBRE 2013 à Lorient**  
*« L'homme augmenté et le transhumanisme »*  
Bernard CLAVERIE
- **Vendredi 13 Décembre 2013 à Brest**  
*« Monnaie, dettes, monnaies alternatives »*  
Jean-Michel SERVET

## Publications

- *« Actes du colloque – Ruptures mondiales 2030 – 2050 »*  
Disponibles en ligne gracieusement sur [www.futuroouest.com](http://www.futuroouest.com)
- Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN récidivent avec :  
*« Démocratie participative : progrès ou illusions ? »*  
L'Harmattan 2012

## Formations

- Initiation à La Démarche Prospective - 21 Juin 2013 à Lorient
- Initiation à La Démarche Prospective - 27 Septembre 2013 à Lorient
- Initiation à La Démarche Prospective - 25 Octobre 2013 à Lorient

## Agenda

- Se reporter au site [www.futuroouest.com](http://www.futuroouest.com)

L'Ere de l'Information théorisée notamment par Manuel CASTELLS et qui configure les sociétés humaines depuis plus de trois décennies est marquée par cinq grandes caractéristiques générales (*auxquelles s'ajoutent des caractéristiques sociologiques complémentaires*), dont la révolution de la mobilité : l'homo sapiens se déplace de plus en plus, localement et mondialement, c'est pourquoi j'emploie le pluriel pour caractériser « les » révolutions « des » mobilités.

Dans un Pays comme la France, l'occupation de l'espace est corrélé avec la recherche de l'extra-urbain et la construction des modes vie adaptés à une espérance de vie accrue dans laquelle, le temps « libre » représente 55% du temps global. Sur 27 millions de logements, près de 16 millions sont des maisons individuelles, dont 90% avec jardin ; et sur les 11 millions de ménages qui vivent en immeubles collectifs, trois millions ont une maison comme résidence secondaire. Comme le dit Ted Stanger avec son humour anglo-saxon « *Mes amis m'assurent adorer vivre à Paris, mais je constate que le vendredi après-midi ils partent presque tous en week-end à la campagne.* » <sup>[1]</sup>

Le temps contraint par le travail représente 12% du temps total d'une vie, ce qui explique bien que les mobilités sont avant tout hors des migrations domicile-travail, même si celles-ci sont un facteur d'organisation importante des ménages. Comme l'écrit Jean VIARD « *l'emploi suit la résidence* », et non plus l'inverse. <sup>[2]</sup> Or, ce que nous constatons de nos jours et avec une tendance forte pour le futur c'est la combinatoire des trois mobilités : mobilité physique où l'on constate qu'en 50 ans le déplacement moyen – toutes causes confondues – a été multiplié par neuf et que ce n'est pas prêt à s'arrêter ; mobilité numérique avec l'accès à L'Internet grand public à partir de la fin des années 1980 qui renforce les capacités de liberté dont le mouvement Anonymous est un cas exemplaire ; mobilité politique tant dans des Pays pratiquant depuis des décennies la démocratie où les appartenances sont de plus en plus mobiles, que dans les Pays à espérance démocratique sans être néanmoins naïfs vis-à-vis de mouvements politiques opportunistes. In fine, c'est la combinatoire de ces trois mobilités qui nous permet de comprendre les mutations en jeu.

En ce qui concerne la mobilité numérique et ses prolongements, à la fin de cette décennie, nous auront au-dessus de nos têtes pas moins de 120 satellites de navigation qui feront partie de six systèmes différents : 30 GPS américains, 24 Glonass russes, 30 Beidou-Compass chinois, 30 Galileo européens, 4 QZSS japonais, 7 IRNSS indiens, tous équipés d'horloges atomiques. <sup>[3]</sup> La géolocalisation avec des applications très diverses (*agricoles, économiques, militaires, domestiques...*) est devenu un business fort lucratif. Le Terrien, sauf à ne pas user des outils télématiques nomades, ne pourra plus échapper au « *t'es où ?* » caricatural, et derrière cette expression de la mobilité numérique se situera encore plus qu'aujourd'hui le désir de rencontre physique via la mobilité ad hoc, à condition que la mobilité politique restreigne encore plus les systèmes autocratiques encore à l'œuvre sur notre Planète. Enfin, depuis Mardi 11 Décembre 2012, l'Homme a franchi le cap du million d'heures passées dans l'Espace, via les spationautes présents à bord de l'ISS, depuis Youri Gagarine en Avril 1961...

A cela s'ajoute la stratégie mise en œuvre par la Chine à travers l'OCS – Organisation de Coopération de Shanghai – qui regroupe, outre la Chine et la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, et qui vise à assurer la pérennité et la sécurité du « *Far-West* » chinois.



## REVOLUTIONS DES MOBILITES suite

Dans l'hypothèse de la « triade » présentée ici, on admettra la poursuite de la marginalisation de la Russie <sup>[2]</sup> et l'émergence de la marginalisation du Japon. Comment, dans ces conditions, ne pas espérer que l'UE joue enfin un rôle majeur sur le théâtre international, son ensemble permettant de diluer la responsabilité de plusieurs Etats européens dans les « traités inégaux » dont la Chine a souffert au 19e siècle. Le jeu diplomatique chinois est complexe : maintenir la stabilité régionale, rester la seule puissance nucléaire de la région et contenir l'influence américaine. Décidément, 2012 est plus qu'un symbole.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Décembre 2012

[1] = Ted STANGER, *Sacrés Français !*, Flammarion 2010

[2] = Jean VIARD, *Nouveau portrait de la France*, L'Aube 2011

[3] = 63<sup>ème</sup> International Astronautic Congress, Naples 2012

Il est manifeste que nous voyons ce que nous voulons bien voir, entendre ce que nous avons envie d'entendre, etc. Quant aux poètes, selon la formule de Paul ELUARD, « *Ils donnent à voir* », autrement dit, ils nous aident à franchir des barrières de préjugés, de jugements ex abrupto, de considérations transmises sans vérification par notre entourage familiale, nos relations sociales, des grands médias de masse, des réseaux plus ou moins formels comme L'Internet.

Cependant, nous vivons aussi dans des univers de plus en plus complexes. Le réflexe le plus courant est celui de l'autruche qui refuse de voir les mutations en cours et les ruptures à venir alors que François-René DE CHÂTEAUBRIAND nous avait prévenus « *Il n'est nul besoin d'aimer le monde qui vient pour accepter de le voir* ». Le manque d'anticipation accroît alors les difficultés, oblige à prendre des mesures dans l'urgence, souvent bricolées, et restreint considérablement nos marges de manœuvre ainsi que nos capacités d'invention. Il est donc hautement souhaitable d'accepter de sortir de nos a priori pour explorer des domaines inconnus, des solutions imaginatives, des utopies salvatrices... qui seront confrontés aux exigences de l'organisation des sociétés modernes à travers le système productif – seul pourvoyeur de prospérité à distribuer -, les organisations sociales, les modes de gouvernance, les valeurs culturelles communes, et, autant que faire se peut, les aspects environnementaux.

Ainsi, pour prendre la métaphore de la vision, il est souhaitable que nous nous transformions simultanément en abeille et en crotale, pour élargir notre spectre de vision, et, par voie de conséquence l'ouverture des futurs possibles et de leurs solutions plurielles. La lumière est un spectre, il y a des choses que nous voyons avec nos yeux humains mais si les ondes deviennent plus longues – infrarouges – on ne les voit plus, mais les crotales les voient ; et si les ondes deviennent plus courtes –ultraviolets – on ne les voit plus tandis que les abeilles les voient. Au fond, c'est peut être ce à quoi Gaston BERGER – l'inventeur de La Démarche Prospective en 1957 - pensait en nous invitant à « *Voir loin, large, profond, autrement et ensemble* ».

Depuis, les mutations socio-économiques, scientifiques, technologiques... se sont amplifiées jusqu'à permettre le niveau de vie élevé que connaît déjà plus de la moitié de la population de la planète Terre. L'une des grandes caractéristiques de l'ère de l'information dans laquelle nous sommes embarqués est la « *culture du ET* » que l'on retrouve un peu partout dans les problématiques qui se posent. Un exemple simple nous est donné, en France, par l'examen des pratiques et consommations culturelles des Français. L'étude de longue durée 1973-2008 montre que l'arrivée des nouveaux outils techniques est venue compléter les outils antérieurs et que l'individu « *fabrique* » une combinatoire à sa mesure. Tandis que le couplet récurrent était que les ménages allaient se replier sur la sphère privative via le cocooning ou le burrowing en télécommunicant, téléconsommant, etc., on constate en réalité un double mouvement puisque si le chez soi est devenu un lieu de distraction et d'épanouissement personnel, dans le même temps les Français sont plus nombreux à faire des sorties et à fréquenter les équipements culturels qu'ils ne le faisaient il y a trente cinq ans.

=> [www.pratiquesculturelles.culture.gouv.fr](http://www.pratiquesculturelles.culture.gouv.fr)

L'aventure ne s'arrête pas là. Dans le cadre de ce qu'on appelle « *l'homme augmenté* », on finira bien par nous doter d'extensions visuelles qui nous feront concurrencer les abeilles et les crotales et voir... ce que l'homo sapiens n'a jamais vu ! Hardi les poètes !

L'adage le dit bien « *on récolte ce qu'on a semé* ». Ainsi, en termes d'écart de revenus entre les ménages (*et ne parlons pas des écarts de patrimoines*) la France présente une configuration parmi les plus inégalitaires de l'Union Européenne ; et les pensions de retraite (*et les compléments du type assurance-vie et autres revenus annexes y afférant*) étant le reflet des politiques salariales passées, il n'est pas surprenant d'y vérifier mécaniquement ces inégalités.

L'accord récent sur les retraites complémentaires AGIRC-ARRCO des salariés du privé exprime la « *mise à contribution des retraités* » au redressement des comptes publics et sociaux. Mais cette formule est une duperie tant il est incongru de comparer la contribution d'une pension mensuelle de 500 Euro avec une pension de trois voire cinq mille Euro (*sans parler des retraites chapeau exorbitantes des cadres dirigeants qui sont une offense à la bienséance*).

Or, les masses sont connues. Les régimes concernés ont versés en 2010 un total de 63 G€ de pensions de retraites (*tout confondu, y compris les pensions de réversion*) à 11 millions de personnes, salariés du secteur privé et semi-public. Si on prend comme point d'appui les revalorisations envisagées au 01 Avril 2013 pour les deux régimes et qu'on les confonde en un seul taux moyen, il conviendrait de ne pas utiliser les revalorisations en pourcentage pour améliorer la justice des revenus.

En effet, seule une augmentation uniforme en valeur absolue pour chaque pensionné permettrait de corriger les écarts substantiels et choquants entre les niveaux de pensions constatés.

Cela signifierait concrètement que les petites pensions seraient, in fine, plus et mieux revalorisées que les pensions élevées (*est-ce qu'un ménage pensionné qui perçoit 5000 Euro mensuel, voire plus, souffrira réellement de cette disposition ?*).

L'idéal serait d'ailleurs de poursuivre ce mécanisme pendant plusieurs années pour rééquilibrer les choses, un peu « à la danoise », où l'écart entre revenus totaux des ménages est de 1 à 2,5 après impôts et pas de 1 à 7 comme en France. Quand des médias sans recul expriment des opinions mettant en exergue la douleur de la « précarité énergétique » qui frapperait 10 à 12% des ménages, ils omettent de signaler que c'est justement la faiblesse des rémunérations du bas de l'échelle qui explique la situation de précarité et pas le prix de l'énergie en tant que tel (*le coût du MWh d'électricité est de 145 Euro en France et de 280 Euro en Allemagne*).

Or, les ménages à faibles pensions sont partie prenante de cette situation. CQFD.

**Liam FAUCHARD / FutureScan / Mars 2013**  
*futurescan@sfr.fr*

Après des siècles de pouvoir autocratique sur l'ensemble de la planète, l'avènement des démocraties semblait constituer une réponse satisfaisante au besoin d'émancipation et d'expression des peuples. Malheureusement, ce n'est bien souvent qu'illusion, car une fois élus, les dirigeants ont tendance à ne pas tenir compte des aspirations de la population et l'on constate bien souvent les mêmes dérives que dans les régimes autoritaires et les mêmes constats d'échecs : résultats économiques décevants, minorités ignorées, inégalités criantes, ascenseur social en panne, dirigeants coupés des populations, sans parler de la tendance au clientélisme, à la corruption et parfois même à la xénophobie ; et lorsque les choses s'aggravent, tendance à imposer un régime autoritaire. C'était vrai des démocraties dites populaires – qui ont pour la plupart disparu, tout du moins en Europe -, gangrenées par le centralisme et la bureaucratie. Ça l'est aujourd'hui des démocraties libérales, où l'idéologie dominante tente de condamner les citoyens acteurs au rôle de consommateurs serviles et les Etats-Nations à subir la loi des grands groupes économiques et de l'oligarchie de la finance internationale.

## Un peu d'Histoire

Qu'il s'agisse du politique, de l'économique, du judiciaire ou du religieux, l'exercice du pouvoir s'est essentiellement effectué au cours des âges sur le mode autocratique. Une minorité de dignitaires prenait seule les décisions concernant l'ensemble du peuple : conseils des anciens, rois, prêtres....Les « administrés » n'avaient guère d'espace personnel pour décider de ce qui leur semblait bon pour eux-mêmes. D'où frustrations, résistances et parfois révoltes, mais sans généralement pouvoir changer l'ordre des choses.

Puis vinrent les démocraties. Athènes, au 5<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, en fut la première expérience. En réalité, ce ne fut que partiellement une démocratie, les réformes de Solon (594-593 avant J.C.) et de Périclès (451 av. J.C.) ne retenant pas le vote comme mode principal de désignation des responsables politiques. La préférence allait le plus souvent à des tirages au sort ou à un système d'alternance régulière pour la plupart des responsables de la structure sociale et administrative qui restait très hiérarchisée. Il y eut ensuite d'autres régimes démocratiques au cours de l'Histoire mais ce sont surtout les Etats-Unis d'Amérique (1788), avec les principes de liberté et d'égalité puis la Révolution Française (1789) avec la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen qui ont ouvert la voie au développement d'un mode de gouvernance qui est en vigueur aujourd'hui dans la majorité des pays industrialisés, avec quelques grands principes immuables : le pouvoir politique est détenu et contrôlé par le peuple souverain, tous les citoyens sont égaux devant la loi quelle que soit leur naissance, leur richesse, leur compétence. Les responsables politiques sont élus soit par des représentants, soit au suffrage universel. L'ensemble de ces règles est défini par une constitution et les différents pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) sont séparés.

L'apparition de ce mode de gouvernance a été un formidable progrès, mais aujourd'hui les insuffisances du système sont évidentes : dans des élections démocratiques, la minorité est vaincue sans pour autant être convaincue ; en conséquence, les individus qui en font partie se sentent exclus et renâclent à suivre les décisions majoritaires. A l'inverse, les dirigeants élus considèrent souvent qu'ils ont reçu du peuple un blanc-seing lors des élections et une fois en place ne tiennent que rarement compte de ses vraies aspirations. Les démocraties dites populaires ont perpétué – au nom du peuple – des pratiques qui tenaient plus de l'autocratie et de la bureaucratie que de la véritable démocratie ; les régimes dit libéraux ont, quant à eux, mis le plus souvent en place des organisations hiérarchisées et centralisées où les administrés sont en définitive assez peu associés aux grandes décisions. Des dérives de plus en plus nombreuses apparaissent avec un pouvoir exécutif ayant tendance à prendre le pas sur le législatif ou à contrôler le judiciaire. On assiste également à une prédominance croissante du pouvoir économique, les multinationales et les oligarques de la finance imposant de plus en plus leur volonté de domination aux Etats-Nations sans que leurs citoyens, menacés de paupérisation et d'asservissement, puissent avoir leur mot à dire.



Aujourd'hui, force est de constater que ce système ne fonctionne plus et n'a cessé de se dégrader au cours des dernières décennies si l'on prend en compte - par exemple - la perte du sens des valeurs et de l'éthique à tous les niveaux, celle de la confiance réciproque entre les élus et leurs électeurs et la disparition progressive pour un nombre de plus en plus grand du lien social et de l'espoir d'une vie meilleure. Cette évolution n'épargne aucun secteur de la société : entreprises, associations, syndicats, partis politiques sont logés à la même enseigne, la perte de repères touchant aussi la famille, les religions, etc.... Cette limite de la démocratie, où l'individuel prend le pas sur le collectif et l'égoïsme sur le bien commun était déjà dénoncé en 1840 par Alexis de Tocqueville dans son livre « *Démocratie en Amérique* », pour qui les abus de pouvoir et les souffrances infligées au peuple découlaient naturellement d'erreurs dans l'organisation de la vie en commun. C'est ce que nous constatons aujourd'hui : la culture occidentale enrichie de l'évolution des sciences sociales, et particulièrement de la psychologie moderne, a surtout encouragé l'individualisme par la promotion des droits et libertés individuels au détriment du lien social. Avec plusieurs conséquences : la disparition ou la baisse progressive de la qualité des chefs et médiateurs naturels à tous les niveaux, la centralisation des pouvoirs entre les mains d'un petit nombre, avec comme corollaire la diminution, chez un nombre grandissant de personnes, de la capacité d'apprendre et de progresser, avec parfois à la clé échecs scolaires et professionnels, puis spirale d'exclusion, ruptures familiales, etc.

### La sociocratie, ou l'alliance de l'humanisme et de la réussite

En face de ce constat, il nous paraît intéressant d'explorer le concept de sociocratie. De quoi s'agit-il ? De mettre en place une structure qui redonne au monde une culture et fasse la promotion des valeurs à la base de la croissance humaine, rendant chacun épanoui, autonome et responsable. Autrement dit qui remette l'homme au centre en lui permettant d'exercer pleinement ses talents et d'apporter à tous les échelons, aussi bien individuellement que collectivement, sa pierre à l'édifice. Seule une structure de communication et de prise de décisions favorisant l'expression de la liberté et de la dignité humaine peut répondre à cette question.

Cette structure n'est pas à inventer, elle a toujours existé. Il suffit pour cela d'aller voir ce qui se pratiquait - ou se pratique encore - au sein de certains peuples autochtones. En particulier chez les Amérindiens. Leur mode de fonctionnement est à l'inverse de ce que nous connaissons dans notre société, où nous cherchons le plus souvent à régler nos problèmes en demandant assistance à l'État ou aux institutions, cette assistance impliquant des ressources toujours plus grandes et qui, la plupart du temps, amplifient les problèmes au lieu de les résoudre. A l'instar, lorsque nous évoquons nos problèmes de santé, des remèdes qui les causent ou les aggravent.

La culture amérindienne a intégré une notion essentielle qui semble nous échapper : une communauté est un tout, un ensemble de liens vivants interdépendants qui ne peut se développer et vivre harmonieusement que si chacun de ses membres trouve sa juste place et joue son rôle en interconnexion avec les autres. En cas de difficultés, personne n'est laissé sur le carreau avec l'idée, comme dans l'image de la chaîne, que la solidité du groupe est égale à celle du maillon le plus faible. Et le peuple s'inspire de grands principes universels se perpétuant de génération en génération : clarté des pensées dans le sens d'une plus grande paix, entreprise et succès avec l'aide des autres, respect du vivant, respect de la femme et entraide avec elle, travail au service de la communauté, action de grâces, rire et sens de l'humour, etc.

C'est de ces principes que s'inspire le concept de sociocratie. Auguste Comte (1798-1857) a imaginé le concept en 1851 et inventé le mot. Kees Boeke (1884-1966) et le Dr. Gerard ENDENBURG dans les années 1960 et 70 l'ont ensuite développé aux Pays-Bas. Formé par ENDENBURG, Le Québécois Gilles Charest <sup>(1)</sup>, président de Sociogest et pionnier du développement organisationnel au Canada, en fait la promotion aujourd'hui. Il s'agit de privilégier le « *Nous* » plutôt que le « *Je* » et le « *Tu* » : en recherchant un langage commun, des méthodes communes de résolution des problèmes, des valeurs communes

et des principes de vie partagés avec par ailleurs une vision du monde et un sens communs ; en reconnaissant également le caractère vivant et systémique de toute vie sociale, le « Je » ayant besoin du « Nous » et inversement. Ce qui a pour conséquence implicite que dans tout système les éléments de doivent pas se contrôler mutuellement, aucun d'entre eux ne devant imposer unilatéralement sa volonté aux autres, ce qui exclut d'office une structure purement hiérarchique ; et que par ailleurs la structure doit pouvoir compter sur un apport extérieur qui lui fournit la source d'énergie nécessaire en cas de conflit interne.

### Principes de base de la sociocratie

La sociocratie est la gestion par consentement comme mode de prise de décisions, ce qui rend tous ses membres responsables de la conduite du groupe, ce qui n'existe pas en démocratie où la minorité ne peut faire valoir ses convictions quand elles ne correspondent pas à celles de la majorité. Mais dans la pratique, comment fonctionne une structure sociocratique ? En mettant en pratique trois règles de base : le consentement, le cercle de concertation et le double lien ; de ces trois règles découle une quatrième : l'élection sans candidat qui correspond au choix des membres par le cercle et à leurs affectations dans leurs postes.

Le système organisationnel sociocratique repose donc sur quatre principes :

**1) Le consentement, qui signifie qu'aucune décision affectant le fonctionnement de l'unité et l'organisation du travail ne sera prise si l'un des membres y oppose des objections raisonnables, et ceci jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune objection.**

Le consentement implique qu'un groupe, une structure ou une équipe de travail ne peut prendre une décision destinée à orienter ou régir sa vie, son action ou son mode de fonctionnement que lorsque chacun des membres aura pesé le bien-fondé de cette décision et formulé les objections raisonnables à la proposition : ceci de façon à prendre conscience de l'impact de la décision sur chacun des membres, sur le groupe ou sur l'environnement dans les limites et le respect de chacun. La solidarité des membres qui impliquerait le renoncement de certains d'entre eux à faire valoir leurs points de vue n'est pas une valeur à retenir, car la liberté individuelle est à prendre en compte autant que l'intérêt collectif. A tous niveaux il ne doit y avoir ni gagnant, ni perdant. Le poids de la hiérarchie dans la prise des décisions ne doit pas être un critère pour juger de la qualité d'une décision.

**2) Le cercle de concertation, lieu de parole et de prises de décisions de chacune des équipes de travail, et ceci à tous les niveaux. Sous-système de l'organisation semi-autonome avec une mission et des objectifs clairement identifiés. Responsable de ses propres processus de travail et de l'évaluation de ses résultats.**

Pour exercer sa mission, atteindre ses objectifs, améliorer ses méthodes de travail et développer les compétences de ses membres, le cercle délègue à chacun d'eux les fonctions opérationnelles reliées à la réalisation de cette mission. La structure hiérarchique coordonnera l'action, mais c'est le cercle qui élaborera et prendra les décisions, à l'instar du « Conseil des Anciens » de nos vieux sages indiens pour qui « *L'Univers était rond* » tout comme les nids des oiseaux, et qui considéraient que seule cette structure était adaptée à l'échange et au partage<sup>(2)</sup>. Nous sommes évidemment dans une société décentralisée, nous aurons des cercles imbriqués à plusieurs niveaux de la hiérarchie, chaque cercle exerçant son pouvoir dans les limites définies par le cercle supérieur. C'est autant un lieu de dialogue, de créativité et de résolution des conflits qu'un lieu de planification, de perfectionnement, d'éducation ou d'entraide.

3) Le double lien, qui lie le cercle à celui qui lui est immédiatement supérieur avec deux de ses membres (*le responsable de l'unité et un membre délégué par le cercle*) également membres du cercle immédiatement supérieur.

Le double lien est le troisième maillon nécessaire pour que la structure fonctionne. Il fait la transition entre les différents cercles, chaque cercle déléguant deux représentants qui vont siéger dans le cercle supérieur et assurer ainsi la coordination entre les deux structures. Ces deux représentants seront le chef hiérarchique du cercle inférieur et un autre conseiller de façon à garder un équilibre (*symbolisant les deux pôles positif et négatif, ou si l'on préfère masculin et féminin...*). Dans ce type de structure on remarque d'ailleurs que les femmes prennent plus naturellement leur place, sans qu'il soit besoin de développer un programme d'égalité des chances ! Et par ailleurs, à l'inverse de ce qui se passe parfois dans certaines organisations de type revendicatif ou syndical, il apparaît que sont souvent cooptées pour ces fonctions des personnes pondérées et responsables qui recueillent l'assentiment de tous et inspirent la confiance à tous les niveaux. L'esprit qui prévaut alors est davantage celui de l'unité et du respect – y compris de la hiérarchie - que de la concurrence et de la division. L'efficacité de la structure en ressort renforcée et les résultats obtenus sont souvent remarquables, en particulier dans le recrutement des collaborateurs, cooptés avec l'assentiment de l'ensemble du cercle. Les missions sont clarifiées, le contrôle des membres les uns par les autres n'est plus nécessaire, chacun a conscience de son rôle et donc est beaucoup plus motivé, avec une présence accrue à soi, aux autres et à l'environnement. Comme dans une structure vivante <sup>(3)</sup>, si la communication est bonne et fluide, l'écoute respectueuse des autres et en phase avec l'intention commune, l'ensemble va trouver naturellement en lui-même et de façon harmonieuse les forces nécessaires à la réalisation de la mission. Dans cette confiance les personnes n'auront pas peur de s'affirmer, de faire valoir leurs points de vue de manière constructive pour faire progresser les idées et parvenir à des solutions innovantes. Les conflits inévitables seront considérés positivement, car il ne s'agit plus de manifester son « ego » en ayant raison sur l'autre mais de participer, chacun à sa façon, par le jeu de la discussion constructive, à la réalisation de l'œuvre commune. Cela suppose évidemment parfois des renoncements, une attitude humble et c'est bien souvent le meilleur creuset du développement des qualités humaines de chacun pour le bien de tous.

4) Enfin l'élection sans candidat, ce qui veut dire que ce sont les membres du cercle qui choisissent par consentement « *les élus* ».

Des trois premières règles de la Sociocratie décrites ci-dessus, à savoir le consentement comme mode de prise de décisions, le cercle de concertation et le double lien, découle en toute logique la quatrième règle : le choix par le groupe des personnes à leur poste sur la base du consentement des membres du cercle. La qualité des relations interpersonnelles qu'un membre entretient avec les autres va devenir déterminante pour sa progression au sein de l'organisation. Il devient donc pertinent de donner au cercle de concertation le pouvoir d'embaucher, d'affecter les membres à leurs postes de travail ou, le cas échéant, de les mettre à pied. C'est la loi des affinités qui va devenir prépondérante dans le développement d'équipes de travail qui partagent les mêmes valeurs. A condition bien sûr que les règles du consentement soient respectées, nous avons là un formidable outil permettant de tisser entre le cercle et chaque membre un lien subtil contribuant à consolider l'esprit d'équipe et à concilier les besoins individuels avec les besoins communs. Bien entendu, le chef reste partie prenante dans ce processus, en tant que responsable hiérarchique chargé de l'application des décisions : si tous les membres du cercle y sont associés, il en reste cependant le maître d'œuvre et représente en toutes circonstances l'autorité morale incontournable.

### Le cercle sociocratique, lieu de prise de décisions.

Le but n'est évidemment pas d'exposer ici en détail l'ensemble des protocoles sociocratiques mais d'en faire ressortir l'esprit et les grands principes. Pour ce faire, nous allons décrire succinctement

le rôle des intervenants dans l'un des principaux processus : la prise de décision dans le cadre d'une rencontre de cercle.

Chaque membre du cercle a une fonction particulière : chef, animateur, secrétaire, double lien (*représentant du cercle inférieur ou représentant du cercle auprès du cercle supérieur*). Choisi sociocratiquement par les membres du cercle qui lui ont conféré cette autorité, c'est l'animateur - et non le chef - qui va conduire la discussion et par son animation faciliter la prise de décisions, à l'instar d'un président d'assemblée.

Avec le secrétaire et le chef de l'unité, l'animateur aura préparé avant la rencontre l'ordre du jour, de façon à bien comprendre les objectifs à atteindre pour chaque point. Il pourra ensuite efficacement conduire la discussion en respectant les règles de communication établies par le cercle ; son rôle sera essentiel pour à la fois créer un climat de discussion paisible, rester concentré sur les objectifs et garder l'attention des membres sur le respect des étapes du processus de discussion admis par le cercle. Après la rencontre, l'animateur rencontrera à nouveau le chef et le secrétaire pour effectuer le compte-rendu, la synthèse et l'évaluation de ce qui aura été dit pendant la réunion de cercle. Ils décideront ensemble de la date de préparation de la prochaine réunion.

Parallèlement, le secrétaire a un rôle stratégique car il est le gardien des règles de fonctionnement du cercle mais aussi l'observateur attentif à l'expression des participants, au rôle et à la place de chacun, à leur implication, leur satisfaction ou leur frustration ; mais aussi à l'énergie du groupe et à son fonctionnement, à sa capacité à franchir les étapes dans le processus de travail ; enfin il peut jouer le rôle de « *gardien du temps* », de façon à éviter des enlacements dans les discussions et permettre au groupe de traiter les questions dans les délais impartis. Il représente ainsi un soutien actif à l'animateur et un élément sécurisant pour le cercle qui va de ce fait être plus enclin à la coopération.

Le double lien a un rôle également très important. Il est un porte-parole actif de son cercle, puisque mandaté par lui. Mais à la différence du chef qu'il va accompagner dans les réunions du cercle supérieur, il a un recul et une liberté de parole qui lui permet d'être un décideur. Il est donc souhaitable que cette personne soit quelqu'un de talentueux avec une forte personnalité et une grande crédibilité pour représenter avantageusement son cercle auprès du cercle supérieur et mettre en avant le talent et la capacité de ses membres. Il sera un relais important dans la transmission des informations, la réflexion, les arguments à développer et les prises de décisions en relation avec le chef. Il aura également un devoir de réserve car il officie à deux niveaux de cercle et certaines informations peuvent s'avérer confidentielles.

Les autres membres du cercle seront tous des participants actifs dans les discussions ; leur rôle consistera formuler des propositions ou des objections en fonction de leurs opinions sur les sujets présents à l'ordre du jour. La présence et la participation de tous sont essentielles. Le but étant de partager avec le groupe les expériences vécues, les difficultés rencontrées et de trouver par la discussion des solutions constructives harmonieuses permettant à la fois une réalisation efficace des tâches mais aussi une progression de chacun des membres du cercle. Par ce processus, le cercle devient un lieu de vie, d'éducation permanente et de développement personnel et professionnel par excellence.

#### Le rôle du chef dans le mode de gouvernance sociocratique

Comme nous l'avons déjà indiqué précédemment, le rôle du chef hiérarchique est de première importance dans le cercle sociocratique. C'est d'ailleurs lui qui détient le pouvoir et la responsabilité d'implanter ce mode de gouvernance et donc de développer le cercle. Mais ce faisant il renonce au rôle prestigieux de chef des décideurs pour adopter celui, plus humble mais plus efficace, de chef des exécutants.

Ce n'est pas toujours simple. Des années de pouvoir autocratique, parfois assortis d'un ego surdimensionné dans une société où la culture élitiste est encore largement de mise, rendent parfois difficile une telle conversion. Mais dans la mesure où il adopte pour son entreprise ou son unité un mode de gouvernance coopératif où les prises de décisions sont collectives, il sait qu'il doit désormais partager le pouvoir et son rôle principal sera de les faire exécuter. Il devra pour cela posséder des compétences hors du commun, un sens pratique et des qualités de présence et de vigilance pour maintenir vivantes, dans la conscience du groupe, les intentions qui ont motivé ces décisions. Il est un vrai chef s'il sait « entraîner » ses troupes vers la concrétisation des objectifs à atteindre, dans le cadre des décisions qui ont été prises. Il sait aussi adapter son mode de gouvernance à la nouvelle situation, ce qui requiert non seulement des habiletés mais l'expérience d'une vraie démarche de développement personnel.

Pendant les rencontres de cercle le chef hiérarchique saura se mettre au service du groupe, en y apportant sa compétence et son expérience, en intervenant à bon escient tout en respectant avec bienveillance les règles de fonctionnement qui ont été définies, s'assurant notamment que le groupe et ses membres disposent des moyens et du temps nécessaires pour développer des propositions de qualité sur les problématiques qui leur ont été confiées ou qu'ils ont soulevées. Il pourra lui-même, comme n'importe quel membre, soulever des questions, intervenir dans les discussions, effectuer des propositions et participer aux décisions. De par son autorité bien établie et indiscutée il sera un appui indéniable pour l'ensemble du cercle, et tout particulièrement pour l'animateur et le secrétaire dans la préparation des réunions, pendant le déroulement de celles-ci et lors des rencontres d'après réunion.

Le tableau ci-dessous permet de comparer les attitudes attendues des chefs dans les

| Le chef sociocratique  | Le chef conventionnel   |
|--|---|
| Il se veut surtout un expert de la vie de groupe et se préoccupe de la santé organisationnelle à long terme. | Il se veut surtout un expert technique axé sur la tâche et le rendement à court terme.                      |
| Il agit en éducateur et valorise l'autonomie.  | Il agit en sauveur (autocrate) et encourage la dépendance.  |
| Il encourage la discussion en groupe et la recherche du consensus général.                                   | Il minimise les discussions en groupe, impose ses solutions et tolère mal l'opposition.                     |
| Il met son énergie à préciser la vision commune et les buts à atteindre.                                     | Il met son énergie à défendre son rôle et ses décisions.  |
| Il décide dans les limites établies par son cercle.  | Il décide pour son équipe et s'intéresse accessoirement aux objections de ses collaborateurs.               |
| Il s'implique personnellement dans la formation de ses collaborateurs et le développement de son équipe.     | Il délègue la formation de ses collaborateurs à d'autres et s'intéresse peu au développement de son équipe. |

organisations sociocratiques à celles qui sont encouragées dans les organisations conventionnelles  
 Cf. Source : Gilles Charest : « La démocratie se meurt, vive la sociocratie. » aux éditions Esserci  
 Voir aussi le site de Sociogest : <http://www.sociogest.ca/>

### Des exemples concrets de réalisations

Qu'y a-t-il de commun entre Le Cirque du Soleil, l'organisation néerlandaise de partage de voitures Wheels 4 All, la compagnie aérienne American Airlines et Colibris, le Mouvement pour la Terre et l'Humanisme initié par Pierre Rabhi ?

Ces quatre organisations appliquent au quotidien les principes de la sociocratie. Elles semblent par ailleurs toutes connaître la réussite, et ceci à tous les niveaux.

Gérard J. ARPEY, président d'American Airlines, crée en 2004 les outils pratiques permettant de concrétiser et d'adapter à sa compagnie le concept de sociocratie imaginé par d'Auguste Comte et développé par BOOKE et d'ENDENBURG. ARPEY invente une méthode permettant d'établir un partenariat entre investisseurs, gestionnaires et travailleurs, en leur donnant les moyens de développer ensemble une entreprise viable à long terme. Ainsi est créé un système de gouvernance qui permet d'adopter de nouvelles règles du jeu de la vie organisationnelle sans pour autant changer l'ordre hiérarchique : un système dynamique, éthique et durable comparable à un être vivant qui s'auto – organise <sup>(3)</sup>. Cela conduit à adopter un mode managérial qui garantit de bonnes décisions auxquelles tous les employés peuvent facilement s'identifier car ils y participent, font état de leurs objections et de leurs limites dont il est systématiquement tenu compte jusqu'à épuisement desdites objections. C'est ainsi que fonctionne A.A., aujourd'hui première compagnie aérienne américaine et mondiale.

La société néerlandaise de location de voitures Wheels 4 All d'Henry Mentink a, elle aussi, intégré la sociocratie jusque dans sa structure juridique. Le choix des modèles et leur répartition par quartier se fait avec le consentement des membres qui assurent la gestion du parc comme si les voitures leur appartenaient en propre, ce qui a entre autres pour effet de réduire les coûts. L'assemblée générale est remplacée par un cercle de gestion et trois cercles régionaux, ainsi qu'un cercle supérieur qui remplace le conseil d'administration. Les décisions finales s'imposent souvent d'elles-mêmes comme découlant naturellement du travail et des décisions de tous les cercles.

Ce mode de gouvernance a aussi été adopté depuis 2009 par l'organisation de Colibris, le mouvement de Pierre RABHI avec la création d'un premier cercle, composé des 3 membres du C.A. d'origine et 2 membres de l'équipe opérationnelle <sup>(4)</sup>. Puis un deuxième cercle a été créé dans l'équipe opérationnelle. On passe d'un modèle fondé sur la soumission ou la domination à un modèle reposant sur l'équivalence et la souveraineté des individus, aussi bien dans la prise des décisions que dans la cooptation de nouveaux membres, avec toujours un double lien entre les cercles.

Enfin, dernier exemple : Le Cirque du Soleil de Guy Laliberté (*noms évocateurs...!*) est une « grande famille » qui « respire » la sociocratie et la met en pratique au quotidien et à tous les niveaux. Ce mode de gouvernance n'est évidemment pas étranger au caractère très humaniste de l'entreprise québécoise dont la renommée de par le monde n'est plus à démontrer, et qui pourrait se décliner ainsi: éthique, responsabilité sociale, gestion de l'environnement, soutien aux jeunes défavorisés, union des initiatives artistiques, commerciales et sociales, dans le but « d'améliorer le monde ».

### L'apport de la sociocratie

Ce n'est pas la première fois que l'on voit des tentatives pour associer davantage l'ensemble des personnels des entreprises aux décisions communes. On se souvient des Cercles de Qualité dans les années 70, d'abord aux Etats-Unis, puis au Japon et en Europe (*par exemple en Suède chez Volvo*). Puis vinrent les approches dites « *Qualité totale ou intégrale* » dans les années 80 dont le point commun avec la Sociocratie est de s'inspirer d'une vision systémique. Mais malgré l'intérêt de ces démarches et la qualité de leurs outils techniques, elles n'ont pas réellement donné les résultats escomptés, tant sur le plan de l'efficacité que celui de l'amélioration du climat dans l'entreprise, et ceci pour plusieurs raisons.

Ces méthodes ont été considérées par les directions d'entreprises avant tout comme des techniques alors que l'enjeu réel est de changer l'état d'esprit qui doit s'intégrer à la stratégie globale de l'entreprise. Par ailleurs elles exigent un changement fondamental du mode de gouvernance, donnant

## LA SOCIOCRA Tie : UN MODE DE GOUVERNANCE POUR LE 21<sup>E</sup> SIECLE suite

un réel pouvoir à l'ensemble des salariés pour améliorer les choses. Au bout d'un certain temps on observe généralement une certaine démobilisation de ces derniers, même si le programme « *Qualité* » est étendu aux cadres de direction y compris aux plus hauts dirigeants. Ceci vient du fait que les règles d'exercice du pouvoir et du management – parfois inconscientes – n'ont en rien été modifiées.

Les Japonais ont toutefois été plus loin dans leur démarche « *Qualité* », grâce au « *Kaisen* », une philosophie de gestion qui donne du pouvoir à l'employé et lui permet de s'identifier totalement à l'entreprise, tout en lui garantissant la sécurité de l'emploi. Mais cela correspond davantage à la culture japonaise et n'est pas facilement transposable en occident ni même souhaitable.

La Sociocratie, par son mode de gouvernance, va permettre aux employés de s'auto-organiser, de prendre leur destinée en mains, d'acquérir le pouvoir que possède tout organisme vivant, c'est-à-dire de se développer en s'adaptant aux conditions de son environnement, de faire preuve de créativité pour concrétiser son rêve d'auto-organisation, de toujours se dépasser et de faire mieux. De ce point de vue elle peut être un prérequis culturel à l'introduction dans l'entreprise d'une démarche « *Qualité* ». A noter qu'une formation à la sociocratie pour les personnels ne suffira pas : le facteur déterminant, c'est le partage du pouvoir.

| La Qualité totale   | La Sociocratie  |
|---|---|
| Mobilise l'intérêt sur les processus internes.  | Mobilise l'intérêt sur les processus externes.  |
| Met l'accent sur les techniques d'analyse de résolution des problèmes.                      | Met l'accent sur le développement des habiletés de communication.                                     |
| Recherche l'excellence de façon excessive.  | Cherche à s'améliorer d'une fois à l'autre.   |
| Exige une structure parallèle de gestion de la Qualité.                                     | Intègre la Qualité aux opérations de l'unité de travail.  |
| Développe une bureaucratie lourde et coûteuse.  | Encourage la simplicité et la souplesse.  |
| Se préoccupe surtout des standards, des spécifications du client.                           | S'intéresse aux besoins globaux du client.  |
| Délègue la qualité à des groupes d'amélioration et à des experts.                           | Délègue la responsabilité de la Qualité au cercle sociocratique.                                      |
| Ne demande pas de changements dans le mode de gouvernance.                                  | Exige un changement dans le mode de gouvernance.  |
| Ne requiert pas de changements dans le système d'évaluation et de rémunération.             | Requiert un changement significatif dans le système d'évaluation et encourage le partage des profits. |
| Encourage la « pensée magique », le recours aux recettes miracles et aux solutions rapides. | Valorise l'engagement, le courage, la confiance et l'amour du travail.                                |
| Fait appel à la raison avant tout.  | Fait appel aussi à l'intuition.   |

A titre d'illustration, voici un tableau mettant en parallèle [de façon sommaire] les grandes lignes de la démarche « *Qualité totale* » et celles de la démarche « *sociocratique* » :

La Sociocratie, par son mode de gouvernance, va permettre aux employés de s'auto-organiser, de prendre leur destinée en mains, d'acquérir le pouvoir que possède tout organisme vivant, c'est-à-dire de se développer en s'adaptant aux conditions de son environnement, de faire preuve de créativité pour concrétiser son rêve d'auto-organisation, de toujours se dépasser et de faire mieux. De ce point de vue elle peut être un prérequis culturel à l'introduction dans l'entreprise d'une démarche « *Qualité* ». A noter qu'une formation à la sociocratie pour les personnels ne suffira pas : le facteur déterminant, c'est le partage du pouvoir.

A titre d'illustration, voici un tableau mettant en parallèle [de façon sommaire] les grandes lignes de la démarche « *Qualité totale* » et celles de la démarche « *sociocratique* » :

Cf. Source : Gilles Charest : « *La démocratie se meurt, vive la sociocratie.* » aux éditions Esserci  
Voir aussi le site de Sociogest : <http://www.sociogest.ca/>

## Vers un pouvoir de l'intelligence collective

Le changement est à la mode. Comme ce slogan récent de campagne électorale : « *C'est maintenant...* ». En réalité, la motivation principale à changer au plan personnel et organisationnel reste la crise et les souffrances qui l'accompagnent. C'est évidemment une opportunité. Mais que l'on se situe au niveau individuel ou collectif, la peur de souffrir n'est pas une motivation suffisante à un changement réel. Et comment parler de changement alors que l'esprit dominant de nos sociétés et de nos organisations se situe dans l'esprit de lutte, de compétition, pour ne pas dire de cupidité et de soif de pouvoir ; plus rarement dans celui de collaboration et de coopération. Le langage utilisé est à ce titre très parlant : « enjeux », « challenges », « concurrence », « productivité », « compétitivité – qui se conjugue assez mal avec pacte ! – » ; les expressions « guerrières » sont monnaie courante : il faut « *gagner la bataille des prix... à l'aide de campagnes publicitaires* » ; ou bien en fonction « *des nouvelles du front de l'emploi, adopter une stratégie offensive...* » ; ou bien encore « *lutter contre les discriminations...* ». Dans ces conditions, le changement ne peut être que « *cosmétique* » et n'apporte pas de solutions réelles et durables.

Le véritable changement passe en effet par une évolution des comportements, individuellement d'abord, collectivement ensuite. Privilégier « l'Être » et non plus « l'Avoir ». La société de consommation dans laquelle nous vivons est fondée sur cette illusion que nous sommes ce que nous possédons, pensons et ressentons. En nous identifiant individuellement à notre intellect, notre mental, nos croyances et collectivement à notre rôle social, aux organisations auxquelles nous appartenons et aux conditions économiques et sociales du moment, nous nous coupons les uns des autres et renonçons inconsciemment à notre recherche lucide du bonheur individuel et collectif.

Privilégier l'Être, c'est apprendre à transcender notre intellect et notre mental – ce que nous appelons l'Ego -, pour être capable de prendre conscience de nos pensées, de nos sentiments, de nos sensations physiques. Sans pour autant renoncer à ce que nous possédons ou aux groupes auxquels nous appartenons, nous sommes invités à « *décoder* » nos vrais besoins - en les distinguant des désirs de notre « *petit moi* » -, de façon à les satisfaire en harmonie avec notre environnement au sens large du terme. C'est notre qualité de présence à notre expérience du moment qui va nous mettre en relation avec l'intelligence collective et nous offrir la possibilité de nous allier avec les forces créatives de la Vie même. A travers l'implantation du mode de gouvernance sociocratique, nous cherchons à favoriser le passage de la conscience du petit moi individuel à l'intelligence collective.

La nouvelle génération de citoyens semble être de plus en plus portée par ces valeurs, du moins une grande majorité. Aux Etats-Unis, on les appelle les Créatifs Culturels. Ce groupe à dominante féminine, constitué de personnes plus éveillées et bien informées, ne répond plus aux conditionnements des idées dominantes, veulent changer le système et s'impliquent à travers divers mouvements à tous les niveaux de la société, autant dans les affaires que dans les milieux littéraires, scientifiques ou sociaux. Le pouvoir, la réussite et la richesse matérielle ne sont plus leur principal moteur ni leurs valeurs dominantes. Ils oeuvrent avec enthousiasme pour une société plus écologique et plus juste. Ils sont généralement impliqués dans des démarches de développement personnel, expérimentent des façons de vivre ensemble innovantes et travaillent à la mise en place d'organisations coopératives.

La question est désormais de savoir s'il est possible de convaincre des dirigeants d'entreprises à l'esprit pragmatique qu'un mode de gouvernance favorisant l'élévation du niveau de conscience est bénéfique pour leur entreprise. Un argument, pourtant, devrait emporter leur adhésion : ceux qui ont intégré la sociocratie dans leur entreprise ont pu tous constater que ce type de management améliorait la productivité <sup>[5]</sup>. L'intelligence collective étant libérée, la capacité d'adaptation du groupe concerné et sa créativité augmentent et du coup sa productivité augmente aussi.



Nous sommes aujourd'hui à un tournant. Les nombreux désordres et délits économiques auxquels nous avons assisté ces dernières années et qui se perpétuent aujourd'hui sur l'ensemble de la planète mettent de toute évidence en cause les modes de gouvernance pratiqués. Il faut y ajouter le manque de transparence des administrations et des États en tant qu'autorités de régulation, et leur allégeance au monde économique et financier qui n'est malheureusement plus à démontrer. Quant aux dégâts collatéraux, ils sont évidents : effets sur l'environnement sous toutes ses formes, désordres sociaux et familiaux, maintien des populations les plus fragiles dans la pauvreté, effets sur la santé, etc...Le mode de gouvernance dit démocratique, fondé sur la propriété privée et le pouvoir majoritaire, reste principalement dominé par les intérêts économiques des dirigeants et des actionnaires, même si ceux-ci affirment être animés des meilleures intentions du monde. Et la majorité silencieuse souffre...et n'a plus confiance dans ses dirigeants.

La sociocratie n'est pas révolutionnaire. Elle ne remet pas en cause l'autorité des dirigeants, chargés d'exécuter et de faire exécuter les décisions. Mais elle étend l'exercice du pouvoir décisionnel en permettant au collectif tout entier de l'exercer, et non plus aux seuls dirigeants. Le développement des pratiques sociocratiques impliquera cependant que la législation et les règles de droit évoluent pour en permettre l'exercice en toute légalité, en particulier dans les conseils d'administration des grandes entreprises dont le fonctionnement est très réglementé avec un formalisme en phase avec les modes de gouvernance actuels. Il est possible d'imaginer des conseils d'administration où siègeraient non seulement les actionnaires, mais aussi des représentants des mondes juridico-social, syndical, culturel, environnemental, etc...La cogestion, telle qu'elle se pratique en particulier en Allemagne avec la présence de représentants syndicaux dans les conseils d'administration, constitue une première étape même si les pouvoirs dont bénéficient dans ces conseils les représentants des salariés sont limités. Il semblerait également logique et naturel d'envisager dans ce contexte des systèmes de rémunération plus justes et équitables, élargissant au plus grand nombre l'intéressement et la participation aux bénéfices. L'ensemble des personnels participant aux décisions, ces procédures seront facilitées.

### La sociocratie au coeur d'une expérience réussie : La cité de l'Environnement à Saint-Priest.

Thierry ROCHE, Gilbert GOUTHERAUD, Jacques BONDOUX et Didier LARUE sont quatre acteurs de la construction durable qui ont mis en commun leurs compétences (*architecture, urbanisme, paysage, ingénierie et santé*) pour créer à Saint-Priest (69) la Cité de l'Environnement. D'une pratique fondée essentiellement sur la mise en forme d'un projet répondant à une commande, à des besoins et à des réponses urbaines, ils ont été amenés à évoluer vers la notion de « *performances mesurables et certifiables* » ; intégrant notamment l'efficacité énergétique, mais aussi les notions d'énergie grise, de bilan carbone et de faible impact sanitaire. Pour ce faire, l'architecte et son équipe ont dû former leurs personnels et se structurer pour répondre à tous ces critères. Par ailleurs, les performances quantifiables doivent aller de pair avec la création de lieux de vie conviviaux et « *supports d'émotions* ». Il y a donc un juste équilibre à trouver pour l'architecte qui est bien sûr le principal acteur, mais dont le projet doit s'inscrire dans une réflexion partagée avec tous les partenaires concernés. Une démarche globale qui implique tout naturellement, selon Thierry ROCHE, un mode de gouvernance adapté et innovant.

Compte tenu de la multiplicité des intervenants et de la complexité des paramètres à intégrer dans le projet, la réalisation de l'objectif défini et partagé nécessite le consensus comme mode délibératoire. L'ancienne méthode dite verticale - où un maître d'ouvrage choisissait un architecte qui concevait un projet et demandait aux ingénieurs de faire en sorte qu'il « *tienne* » et soit performant avant de consulter les entreprises en retenant la « *moins disante* » - est désormais obsolète. Le choix d'une équipe globale de maîtrise d'œuvre est devenu désormais fondamental.

La sociocratie répondait parfaitement à l'ensemble de ces besoins, en introduisant dans l'entreprise des structures de prise de décision appliquant des règles simples favorisant l'intelligence collective. Grâce à Gilles CHAREST le projet s'est construit autour d'une gouvernance sous un mode sociocratique, apportant un vrai cadre de prises de décisions par consentement et non plus par compromis. Les cercles de décision qui ont été mis en place permettent tout d'abord une appropriation et une réactivité des acteurs pendant la vie de la construction. Cela peut concerner aussi bien le choix des matériaux que les équipements informatiques, les équipements électriques ou les matériels de sécurité ; ou bien faciliter le difficile arbitrage entre par exemple les performances énergétiques du bâtiment (*économie d'électricité ou d'eau*) et la qualité sanitaire ou celle des liens sociaux dans l'entreprise. Bref, tirer tout le potentiel environnemental, mais aussi social et économique pour créer un lieu de vie « durable » où les acteurs, pendant la réalisation du projet, puis les utilisateurs ultérieurement, aient la possibilité de développer des relations harmonieuses leur permettant d'exprimer leur capacité réciproque d'empathie et le partage des valeurs qu'ils entretiennent. Pour le meilleur.

### La Sociocratie, solution d'avenir pour nos institutions ?

L'expérience en cours de réussite de la Cité de l'Environnement montre que la Sociocratie n'est pas utopique. Si la démarche est bien conduite, elle donne d'excellents résultats autant au plan économique qu'au plan humain. Le Cirque du Soleil de Guy LALIBERTÉ en est aussi un bel exemple, devenu en quelques années le premier cirque du monde avec réussite financière à la clé en adoptant les principes et la pratique sociocratiques grâce notamment aux conseils avisés de Gilles Charest et de son équipe. Bien sûr, il ne s'agit que d'une entreprise, mais les principes de la sociocratie sont, de toute évidence, transposables à tous types d'institutions, de tailles et de périmètres divers. Gilles CHAREST développe par ailleurs dans ses ouvrages de nombreux outils qu'il met à la disposition des entreprises dans le cadre des interventions de sa société Sociogest, que nous ne pouvons bien évidemment détailler ici. Il nous est bien sûr impossible d'affirmer dès maintenant que ce système, dont la philosophie rappelle naturellement les familles élargies de nos tribus indiennes, constitue la panacée pour l'avenir de nos sociétés. Le but étant simplement d'ouvrir une piste d'avenir intéressante à l'heure où les « palliatifs » en tous genres ne semblent plus suffisants pour les sauver de l'asphyxie.

La Sociocratie est-elle transposable au monde politique ? C'est toute la question. Malgré les dysfonctionnements de plus en plus criants de nos institutions, il semble que nos responsables politiques ne soient absolument pas mûrs pour ce type de gouvernance qui remettrait en question leurs pouvoirs, leurs sphères d'influence et leur clientélisme. Nous disons parfois que nous avons les « politiques que nous méritons ». C'est sans doute le jour où nous aurons changé nos propres modes de gouvernance que nous observerons un changement dans celui du monde politique. Il nous semble pourtant que les choses peuvent évoluer assez rapidement : en période de crise grave comme celle que nous traversons actuellement, le monde est en quête de solutions. Pour l'instant - et c'est déjà un bel objectif - nous pouvons expérimenter de nouveaux modes de management dans nos entreprises, nos associations, nos clubs, etc...et observer le changement induit et les résultats obtenus. Des gouttes d'eau... Mais si elles finissaient par former une mer ?

1) Auteur de plusieurs ouvrages dont : « La démocratie se meurt, vive la sociocratie »

2) Dans notre tradition, les Chevaliers de la Table Ronde représentent cette idée.

3) A l'instar du corps humain, dans une vision holistique où les organes communiquent bien entre eux, où la circulation du sang est fluide, etc...

4) Pierre Rabhi, Jean Rouveyrol et Isabelle Desplats pour le Conseil, et pour les « opérationnels » Cyril Dion, directeur de Colibris et Alain Aubry, comme « double lien ».

5) La supériorité du modèle coopératif sur le modèle concurrentiel en terme de productivité a été mis en évidence par John Nash, prix Nobel de mathématiques en 1994.

*Ce livre prend acte de l'échec de la pensée économique, incapable de tenir le rôle du politique qu'elle a détrôné : les gouvernements se font les laquais des marchés financiers, et nos sociétés découvrent qu'elles n'ont plus d'avenir. C'est au sein de cette « économystification » qu'il faut être capable d'opérer un sursaut moral et politique.*

*Parti d'Adam Smith, et de l'économie comme « mensonge collectif à soi-même », cet essai renoue avec la thèse de Max Weber sur le rôle de l'éthique protestante dans l'advenue du monde moderne. Il fait entendre ce qu'implique le « choix calviniste », irrationnel aux yeux des experts. Mais la rationalité de ces derniers ne mène qu'à la défiance généralisée et au repli sur soi, propices à tous les mouvements de panique.*

*Dénonçant les conseils des techniciens de l'économie qui cherchent à remplacer le gouvernement des hommes par la gouvernance des choses, Jean-Pierre Dupuy réhabilite la dimension prophétique du politique. Elle seule peut nous sortir de « l'économystification » dont nous sommes les victimes. Car ce n'est pas en déclarant la guerre aux marchés qu'on inventera l'avenir.*

**Jean-Pierre DUPUY**

**L'avenir de l'économie**

**Flammarion – 2012 – 290 pages**

Mais où est donc passé le penseur de « Désordre et Ordre » sur les traces de René GIRARD, Ilya PRIGOGINE, Isabelle STENGERS... ? Est-ce le vieillissement du corps et de l'esprit qui amène Jean-Pierre DUPUY à se vautrer dans le catastrophisme ? La question est sérieusement posée, car lorsqu'on referme le livre, on se demande : mais qu'a-t-il vraiment écrit sur l'avenir de l'économie – la prospérité du foyer - ; en quoi nous a-t-il apporté des éléments de prospective qui nous permettraient de concevoir – le cas échéant – des pistes économiques nouvelles ?

L'auteur nous indique qu'il faut penser l'économie contre la discipline qui a pris son nom et son étude pour objet. Contre elle mais aussi avec elle. Il n'est pas contradictoire, selon lui, de reconnaître que la théorie économique a déployé des trésors d'ingéniosité et des chefs d'œuvre d'intelligence. Les menteurs, et singulièrement ceux qui se mentent à eux-mêmes, sont souvent les plus habiles sophistes. A démonter le discours de la mauvaise foi, on en apprend souvent plus sur la vérité cachée qu'en écoutant le naïf qui prétend restituer le réel « *tel qu'il est* ».

Plus loin, l'auteur s'interroge.

L'économie, est-ce la violence, comme l'affirme une tradition qui va de MARX à la critique actuelle du capitalisme [*Qui n'est plus le capitalisme, néanmoins. NDL*] ? L'économie, est-ce le remède contre la violence, comme le pense une tradition libérale qui va de Montesquieu à Hayek ? L'économie est-elle remède ou bien poison ?

L'ennui, c'est qu'à partir de ce questionnement il va entraîner son lecteur dans des méandres métaphysiques où l'on doit comprendre que le concept d'autotranscendance est la réponse à tout, méandres qui n'aboutissent jamais à l'estuaire...

« *Autotranscendance des prix* » ; « *L'avenir comme autotranscendance* » ; « *Autotranscendances sans paroles* » ; « *L'autotranscendance de l'économie et la panique* » ; « *Autotranscendances politiques* » ..... Chacun pourra faire son marché.

Dans le chapitre consacré à l'avenir comme autotranscendance, JPD évoque succinctement la Prospective. Il est manifeste qu'il n'est guère familier de cette discipline et de ses fondamentaux d'application, et qu'il lui attribue des visées et des travers qui lui sont complètement étrangers. Dommage...

## MEMOIRES DU FUTUR

### suite

On trouve d'ailleurs p.234 un schéma circulaire dont la signification est : coordination par l'avenir => L'avenir détermine contrefactuellement le passé qui le détermine causalement. L'avenir est fixe, mais sa nécessité n'est que rétrospective. Ah bon ? Par expériences et recherches – plus de quatre-vingt EPE -, à Futuroest, nous avons nettement démontré le contraire.

Plus on avance dans la lecture de l'ouvrage et plus se met dans note esprit un décalage entre la pensée très occidentalisée de l'auteur et les problématiques ô combien plus foisonnantes des pensées et méthodes économiques utilisées dans différents lieux de la Planète. Son approche est légitime, sans aucun doute, mais elle manque cruellement de recul : aurait-il écrit les mêmes textes s'il s'était immergé dans les concepts socio-économiques de nature Sud-Amérique, Asie ou Afrique ? Finalement dans beaucoup d'écrit paru depuis dix-quinze ans sur le recentrage du pôle économique mondial vers l'Asie, on retrouve souvent ce constat : les Occidentaux reprochent aux Chinois de croire en l'avenir !

Sur le « *réchauffement climatique* », comme l'auteur reprend les messages univoques délivrés par l'IPCC et les grands médias, c'est-à-dire, pour faire court, un fatras de contre-vérités, il utilise des arguments pour étayer ses hypothèses qui, étant viciés à la base, produisent ce qu'en prévision on appelle l'effet GIGO « *Garbage In – Garbage Out* ».

On passera sur le fait qu'il nomme à plusieurs reprises des « *Prix Nobel* » d'économie alors qu'on sait que ce prix n'existe tout simplement pas, que c'est une supercherie, mais quand même, pour un auteur qui vient questionner l'économie, c'est fâcheux.

JPD poursuit en montrant que dans le monde de l'économie, tout s'achète. De plus en plus ouvertement, l'économie « *se paie* » le politique et elle s'en montre fière. Tantôt elle se vante de pouvoir se passer de lui, tantôt elle lui repasse les tâches subalternes. Elle aime bien faire peur et qu'on la craigne. Rien ne la réjouit plus que de voir ces politiques impuissants qui marchent à pas de loup pour ne pas l'effrayer. Eh bien, elle a tort. En rabaisant le politique, elle scie le tuteur qui lui permettait de dépasser le médiocre statut qui est le sien, à savoir la gestion de l'intendance. Elle se condamne à la pure immanence des tâches du foyer. N'ayant d'autre horizon que l'avenir immédiat, elle se recroqueville sur elle-même, cesse de donner des raisons de vivre à la jeunesse, réduit des populations entières à la misère et, perdant sa capacité de contenir la violence, nous prépare un monde de cauchemar.

Puis, nous avons droit à moult digressions où il est parfois question de « *décret divin* »... ce qui laisse perplexe quant à la validité de la démonstration. Si Dieu le veut.....

#### Renvois utiles :

Vincent CHEYNET « *Les choc de la décroissance* », NDL dans **FuturWest N°29** ;  
Walter LIPPMANN « *Le public fantôme* » in **FuturWest N°33** ;  
François LENGLET « *La guerre des empires (Chine/USA)* », in **FuturWest N°39** ;  
Michel GUENAIRE « *Les deux libéralismes* », in **FuturWest N°42**.

LF

« Explorer, ouvrir des voies inconnues », autant de termes liés autrefois à la Conquête spatiale et aujourd'hui remplacés par « administration, budgets et lobbies ». Cinquante ans déjà depuis Gagarine, et, là-haut, rien de nouveau ! Que sont donc les Cosmonautes devenus ? Où irons-nous, demain, chercher la noblesse de notre espèce ? Quels rêves pour nos enfants ?

Patrick Baudry, premier Astronaute africain, né au Cameroun, Français et Européen, tente de soulever les vraies questions concernant aujourd'hui l'absence d'avenir de la Conquête spatiale. Pourquoi ne sommes-nous pas sur la Lune ? Pourquoi, Mars, malgré tous nos robots, nous semble-t-elle toujours aussi lointaine ? Pourquoi, surtout, continuons-nous à tourner en rond autour de notre Terre ?

Qualifié pour voler avec les soviétiques, c'est finalement sur la navette américaine Discovery qu'il part dans l'Espace en 1985. Conseiller du Président d'Aérospatiale pour le programme d'avion spatial HERMES, il voit l'Europe abandonner cette grande ambition. Lassé d'un avenir spatial privé de souffle et d'imagination, il s'insurge et nous offre ici, en même temps qu'une vision éclairée de toutes ces questions, un « état des lieux » sans complaisance, mais bien réel.

**Patrick BAUDRY**  
**La conquête spatiale en question(s)**  
**Élytis – 2012 – 60 pages**

C'est un véritable plaidoyer !

De nos jours, alors que les moyens disponibles sont sans commune mesure avec ceux du programme Apollo qui amena des hommes sur la Lune, la conquête spatiale est placée assez souvent sous le signe des difficultés. Il ne faut pas se leurrer, le premier danger est bien celui d'une mésentente absolue entre les peuples sur la conduite à tenir et pour savoir qui iront sur la Lune, et surtout sur Mars. Car si 16 nations et 5 agences spatiales participent à l'ISS (*International Space Station*), seuls les USA et la Chine peuvent aujourd'hui réellement prétendre à diriger un programme interplanétaire. Aucune de ces deux nations n'a à ce jour défini de stratégie à moyen terme, et leurs intérêts divergent à l'évidence.

Un grand programme technologique européen fait aujourd'hui défaut et hélas, nous devons certainement en payer le prix. On laisse entendre que le programme HERMES a été arrêté pour des raisons budgétaires, mais il n'en est rien. Ce sont des raisons politiques : c'est l'impéritie du gouvernement français d'alors dans ses relations avec l'Allemagne qui a provoqué son arrêt et rien d'autre.

PB montre aussi – comme d'autres – combien les retombées du « spatial » nous accompagnent dans notre quotidien, et pour des budgets au final fort modeste ; et s'étonne de la timidité des gouvernements, à l'exception toutefois de la Chine.

Voir Denis BOREL « *Un empire très céleste (La Chine et l'Espace)* » ;  
NDL parue dans **FuturWest N°32**.

PB nous livre aussi : « *L'important ce n'est pas la Terre que nous laisserons à nos enfants, ce sont les enfants que nous laisserons à la Terre.* » Sous-entendu, la Terre n'est guère en danger (*comment le serait-elle d'ailleurs*), tandis que si nos enfants n'ont pas envie d'apprendre, d'entreprendre, de découvrir, etc., l'avenir devient effectivement bien compliqué. = [www.patrick-baudry.com](http://www.patrick-baudry.com)

**PhS**

## MEMOIRES DU FUTUR

### suite

*En lieu et place de la « fin de l'Histoire » et de la « communauté internationale », c'est une compétition de tous les instants dans lesquels sont engagés les Etats, les pouvoirs économiques et financiers, les ONG, les médias, les mafias, les terroristes, etc. Cette mêlée mondiale confuse ne semble pas gouvernée, sauf – sauvagement – par les marchés.*

*Les Pays émergents ont confiance dans l'avenir, les Occidentaux s'inquiètent, tandis que la population mondiale s'accroît, que les horloges du compte à rebours écologique tournent et que l'Occident peine à inventer une croissance moins spéculative, créatrice d'emplois. Le Monde aurait besoin d'un pôle européen « re-régulateur », mais l'Europe n'est pas encore sortie de ses convulsions internes.*

**Hubert VÉDRINE**

***Dans la mêlée mondiale (2009 – 2012)***

***Fayard – 2012 – 515 pages***

L'ouvrage est volumineux et est une sorte de compilation d'interviews, de textes de réflexions, d'introductions à des débats, à des études... L'auteur y déploie une connaissance excellente des mécanismes propres aux relations internationales au sens strict du terme, puisqu'il considère que ce sont les Etats, et eux seuls, qui détiennent les clés de l'organisation et du fonctionnement du Monde futur.

Treize grands thèmes sont abordés : La France et sa politique étrangère / Trente ans après – Regards sur le 10 Mai 1981 et sur François Mitterrand / L'Afrique dans la compétition multipolaire / Les USA d'Obama face au Monde multipolaire / La Russie, vingt ans après l'URSS / Dix ans après le 11 Septembre / Proche-Orient : à quand un Etat palestinien / La Méditerranée et les bouleversements du monde arabe / Libye : ne pas confondre la responsabilité avec l'ancien droit d'ingérence... / L'Europe dans la tourmente / Que veut dire « *développement durable* » ? / Gouvernance et globalité / Histoire, voyages, lectures...

Notons simplement quelques sujets périphériques sur lesquels les propos d'Hubert Védrine sont moins pertinents, tels que l'écologisme (*qu'il semble trouver comme aller de soi*), le changement climatique sur lequel il ne fait que répéter les erreurs de l'IPCC, les énergies du futur pour lesquelles sa vision géopolitique est précieuse mais nettement déconnectée des questions physique et géophysique.

#### Quelques renvois utiles :

Immanuel WALLERSTEIN « *Comprendre les systèmes-mondes* », NDL dans la revue **FuturWest N°22**  
 Pascal BONIFACE « *Comprendre le Monde* », **FuturWest N°36**  
 Dani RODRIK « *Nations et mondialisation* », **FuturWest N°36**  
 Karim EL KAROUÏ « *Réinventer l'Occident* », **FuturWest N°39**  
 Pierre BUHLER « *La puissance au 21<sup>ème</sup> siècle* », **FuturWest N°43**

LF

*Les économistes se trouvèrent fort dépourvus quand la crise fut venue. En guise de science, ils invoquèrent la cupidité des uns (banquiers et managers) ou l'impéritie des autres (gouvernants et autorité de régulation), qui avaient laissé se constituer une sphère autonomisée et irrationnelle.*

*Ce petit livre d'économie politique explique la crise financière par les lois du système capitaliste et les politiques mises en œuvre successivement pour éluder leur manifestation depuis qu'à la fin des années 1960, la crise du fordisme fut combattue par l'inflation. Lorsque la stagflation fit opter à la fin des années 70 pour des politiques néolibérales, dérégulation et financiarisation permirent de restaurer les profits rentiers, en gonflant des bulles d'argent fictif. La dernière, généralisée, vient d'éclater. La nécessaire démondialisation sonne l'heure de la république sociale.*

**Bernard TEPER & Michel ZERBATO**

**Néolibéralisme et crise de la dette !**

**Osez la république sociale – 2012 – 125 pages**

Curieux livre qui commence par nous offrir des contradictions bien senties. P.4 « *Cet ouvrage n'est pas un livre-programme, laissons cela aux partis politiques* » p.18 « *Cette refondation doit porter sur les partis politiques...* » P.4 « *Ce n'est pas un livre sur la crise, laissons cela aux grands médias* » p.9 « *Voilà pourquoi les citoyens doivent s'éclairer ailleurs que dans les grands médias.* » P.18 « *... pour éviter de penser une période avec des éléments de la pensée de la période précédente* » p.19 « *... références à la Révolution de 1848 et au programme du Conseil National de la Résistance (CNR).....* »

Plus loin, les auteurs font référence aux accords de Bretton WOODS et à JM. KEYNES pour proposer une utopie réaliste : une République démocratique, laïque, sociale et écologique (*évidemment !*), donc pleinement politique. Et d'appeler le retour à la nation, comme en 1792, comme en 1936.

En ce sens, l'éducation populaire tournée vers l'action n'est pas faite pour former des soldats de la République, mais pour convaincre qu'avec la République, les citoyens et leurs familles seront mieux et plus libres : ils retrouveront le chemin de leur émancipation et de leur désaliénation.

Heureusement, et à rebours de ce qui est écrit dans la quatrième de couverture reproduite supra, les auteurs reconnaissent qu'il n'y a pas de « lois » économiques qui se reproduiraient intemporellement et quelque soient les circonstances. Ouf !

P.100, on nous propose une réforme fiscale d'envergure... qui fait référence aux travaux publiés dans « *Pour une révolution fiscale* » - LANDAIS, PIKETTY, SAEZ - Seuil 2011, NDL dans **FuturWest N°40**, qui est certes intéressante mais de portée fort limitée.

In fine, il est proposé de poursuivre le programme du CNR de 1944.

#### Renvois :

« *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* » de Pascal SALIN, NDL dans la revue **FuturWest N°37** et « *La démondialisation* » de Jacques SAPIR, **FuturWest N°41**.

LF

*La question de l'avenir énergétique est devenue essentielle. Particulièrement depuis la catastrophe de Fukushima. Elle ne peut plus être traitée dans le seul cadre national et étatique. Elle est devenue internationale tant elle est fondamentalement marquée par le rapport entre l'énergie et le climat. Afin de limiter les effets dramatiques d'un réchauffement excessif de la Planète, il est indispensable d'accélérer l'émergence de systèmes énergétiques moins intense en carbone.*

*Dans cette perspective de toute politique énergétique responsable, les auteurs examinent les principaux défis à relever : une énergie sûre, une énergie à son vrai prix, une énergie respectueuse de l'environnement. Autant d'orientations qui doivent s'inscrire dans un cadre européen. C'est à ce niveau que joueront les complémentarités dans une perspective de compétitivité, de responsabilité environnementale et de sécurité des approvisionnements à court, moyen et long terme. C'est dans ce cadre également que se déploieront toutes les opportunités nouvelles pour les entreprises, en France et ailleurs, puisque l'énergie nouvelle peut être source de croissance.*

**Jean-Marie CHEVALIER – Michel DERDEVET – Patrice GEOFFRON**  
***L'avenir énergétique : cartes sur table***  
**Gallimard Folio – 2012 – 220 pages**

Les auteurs ne le cachent pas : lever une partie du voile sur la future révolution énergétique est un exercice nécessaire, mais dont l'exigence est à la mesure des enjeux : la complexité et l'incertitude en sont les traits dominants. En conséquence, il donnent le tempo de leur livre : il faudra combiner deux catégories de solutions ; réduire drastiquement les émissions [de GES], mais aussi, investir pour l'adaptation aux multiples effets du réchauffement.

Cette référence au « réchauffement » est surprenant de la part d'auteurs qui prétendent délivrer un opus sérieux et documentés. Ils reprennent sans aucun discernement les publications de l'IPCC qui sont, rappelons-le une fois de plus, des affirmations de nature politique et certainement pas scientifique. Passons...

Sur le pétrole, les auteurs montrent la complication du jeu des acteurs. Les Pays de l'OPEP – 41 % de la production mondiale – ont besoin d'un prix relativement élevé pour couvrir leurs besoins économiques et sociaux. L'augmentation de la production se fera dans des zones plus difficiles à exploiter donc plus chères. Les investissements sont freinés par l'omniprésence des risques et le nationalisme pétrolier, sans oublier les perturbations politiques diverses – à l'exception des USA en passe de dépasser l'Arabie Saoudite en production pétrolière grâce à l'exploitation du pétrole de marne. Par ailleurs, les marchés de l'or noir sont caractérisés par la coexistence de marchés physiques et de marchés financiers, à tel point que la valeur des seconds pourrait représenter trente-cinq fois celles de premiers, la coexistence de ces deux marchés se traduit par une forte volatilité, indépendante de la tendance haussière.

En 2010 la valeur des exportations pétrolières des seuls Pays de l'OPEP était de l'ordre de 1000 G\$. Plus de 90% de cette somme représente la rente pétrolière captée par ces Pays et reflète le transfert annuel de richesse entre les Pays importateurs et les Pays exportateurs. Toujours en 2010, la France a dépensé 36 G€ pour ses importations de pétrole et le produits pétroliers, et plus de 9 G€ pour ses importations de gaz naturel, dont 80% représentent la rente versée aux Pays producteurs.

Concernant le gaz, les données fournies reprennent celles des compilations moyennes produites par l'AIE [L'Agence Internationale de l'Énergie]. En somme à périmètre constant, les réserves représenteraient plus de 60 ans de consommation ; si on y ajoute les gaz de marne [appelé improprement gaz de schiste], le stock serait de 250 ans de consommation.



## MEMOIRES DU FUTUR

### suite

Sur l'électricité, les auteurs fournissent les données suivantes : le prix de gros oscille en France autour de 60 € / MWh, le prix du MWh nucléaire étant à 42 €. L'éolien offshore encadré est entre 115 et 200 € dans les appels d'offres lancés en été 2011. L'électricité photovoltaïque évoluant autour de 537 €.

Les auteurs abordent aussi le syndrome « *NIMBY* » en comparant les réticences envers l'installation d'une usine chimique, d'un aéroport, d'une décharge d'ordures ménagères, d'une site de stockage des déchets nucléaires, une autoroute, une voie TGV, une centrale nucléaire, une ligne à haute tension... la dangerosité imaginée étant attribué en tête à une centrale nucléaire. Ils notent que le choix des dirigeants Allemands de planifier à l'horizon 2025-2030 un potentiel éolien offshore de 25 GW en mer du Nord et en mer Baltique, conduira l'Allemagne à construire dans les dix ans qui viennent 4500 km de lignes à très haute tension.

Sur la fiscalité « *écologique* », les auteurs sont moins à l'aise qu'en description de données physiques énergétiques et de coûts d'exploitation. La référence à la taxe carbone instaurée en Suède et la redéfinition de la politique énergétique qui a permis de dégager des ressources budgétaires, à une portée limitée car pour les Suédois, la première « *taxe carbone* » est l'impôt sur le revenu, juste, étendu, payé par tous les ménages et représentant la moitié des prélèvements fiscaux du Pays, contre 5% en France.

L'importance du maillage européen des réseaux de distribution d'électricité mutualisés et interconnectés allant de la frontière tunisienne aux franges de la CEI permet d'envisager assez sereinement les politiques futures de l'Union Européenne en termes de transition énergétique. Les importations / exportations se mesurent en TWh. A titre indicatif, en 2010, la France a importé plus d'électricité d'Allemagne qu'elle n'en a exporté (16 contre 9 TWh) ; en revanche l'Italie a acheté 17 TWh à la France et la Suisse 25 TWh.

Pour les auteurs, les villes devraient être au cœur de la transition énergétique puisque 70% de la consommation d'énergie de l'Union Européenne a lieu en milieu urbain. De ce point de vue, la transition passerait aussi par des améliorations de l'habitat et la fluidité des transports, en accompagnement des mixités charbon – gaz – pétrole – nucléaire – énergies dites renouvelables.

Dans quelques pages finales de leur livre, les auteurs explorent ce que pourrait être un développement des installations réparties versus systèmes centralisés comme ceux que nous connaissons depuis des décennies. Centralisation versus décentralisation participative, écrivent-ils ; en ce sens, ils sont bien optimistes ou peu au fait des réalités jacobines ancrées en France de longue date. Chez nos voisins, ce sera nettement plus facile. A suivre...

#### Renvois :

Bertrand BARRE « *Atlas des énergies mondiales* », NDL dans **FuturWest N°41** ;  
Jean-Louis BOBIN « *L'énergie dans le Monde* », NDL dans **FuturWest N°28** ;  
Samuele FURFARI « *100 questions sur l'énergie* », NDL dans **FuturWest N°39**.

PhS

## MEMOIRES DU FUTUR

### suite

*L'Islam est une rationalité mais de quelle rationalité s'agit-il ? La confrontation entre l'Islam et le monde occidental dominé par l'évolution de la pensée judéo-chrétienne qui a débouché sur le capitalisme a marqué l'entrée de l'humanité dans le troisième millénaire. Ce conflit a pris un aspect planétaire. Nous pouvons considérer ce conflit comme un passage nécessaire et forcé dans l'évolution de la pensée et le vécu de l'Homme. Un conflit qui revêt tous les aspects de la vie économique, militaire, idéologique et assurément spirituelle. L'humanité connaît des mutations auxquelles tout sujet se confronte. L'opposition entre Islam et monde occidental éclaire les causes profondes du malaise grandissant dans les civilisations. L'humanité est à un tournant crucial de son Histoire. Le dénouement de cette confrontation dont l'issue aura un rôle essentiel déterminera l'idéologie dominante à venir. Mais laquelle de ces deux armées sera victorieuse ?*

**Julien MAUCADE**

***L'Islam : une victoire inéluctable***  
***L'Harmattan – 2012 – 125 pages***

Curieux livre.

Y-a-t-il un bug dans la titre ? Manque-t-il un « ? ». Parce que tous les déroulements proposés par l'auteur ne cessent de poser des questions et ne répondent guère d'une manière affirmative à la question posée. Il faut préciser que JM est un « psy », ni historien, ni économiste, ni anthropologue et qu'il raisonne comme si l'avènement de « l'UN » était inéluctable pour l'hominidé qui a peuplé la Terre.

Si l'on comprend bien le propos majeur de l'auteur, qui revient régulièrement dans ses investigations, il prend pour acquis que le Coran ne peut pas être discuté puisqu'il est « *incréé* » et qu'il fut donné tel quel à Mahomet par l'archange Gabriel. Ainsi, il écrit que l'Un privilégie La Science – économie (*Occident*), l'autre la lettre sacrée (*Islam*) ; la Religion établit l'individu par la relation à la lettre.

On pourra contester son association Science – économie car il n'y aucune relation de causalité entre les deux, sinon le Capitalisme serait né à Sumer, il y a six mille ans. Mais comme beaucoup d'auteurs ignorants des sciences physiques et de leurs invariants, Julien MAUCADE confond science (*neutre*) et applications de ses sciences.

Pour caractériser un musulman (*et par opposition celui qui ne l'est pas*), JM note qu'il y a une pratique bien identifiée c'est l'acte de la lecture du Coran. Répété au fil des jours, l'acte de lecture met celui qui l'exerce dans la voie de l'abandon totale de soi à Allah. Cet abandon est la définition littérale et par excellence de l'Islam. La démarche, à l'initiative du croyant, ne saurait être considérée autrement que comme un acte en tant que tout acte suppose des effets sur celui qui le mène, le croyant consentant à répéter sans limites, indéfiniment, l'action de lire le livre sacré, exclusivement. Cette unicité permet un apaisement de l'individu confronté à l'éparpillement imposé par la vie. Par l'acte de lecture, le croyant se voit dans son unicité, elle se présente comme un remède aux souffrances dans lesquelles est plongé tout être qui vit ici-bas [*Là, honnêtement, d'où sort cette affirmation prétentieuse et non-démontrée ? Le rédacteur de cette NDL ne s'y reconnaît absolument pas*].

Le Coran, du fait même de sa constitution, à savoir la structure de la vérité humaine, constitue un réceptacle extraordinaire pour une conception parachevée du Monde. Cette présentation est, évidemment, à mettre en confrontation avec l'accès aux connaissances, à l'instruction... que constitue la démarche scientifique (*occidentale ou autre*).

L'abîme qui sépare l'Islam et l'Occident est à l'origine un conflit conceptuel, nous explique JM. L'idéologie, la vision du Monde, la spiritualité et particulièrement La Science – la plupart du temps il écrit

## MEMOIRES DU FUTUR

### suite

« *LaScience* » -, sont au cœur de ce conflit. Quel concept dominera l'organisation future des sciences humaines ? *LaScience* – mais là on comprend mal l'auteur car il semble mélanger les sciences physiques et les sciences humaines, ce qui n'est quand même pas du même ordre – ou la religion fondée sur le texte sacré ? Ce conflit déterminera la consistance de l'Homme à venir à la base des sociétés du futur.

Pour accéder à la deuxième hypothèse, un long parcours est nécessaire, qui est celui de la lecture. C'est bien de lecture qu'il s'agit et de la lecture de la lettre que Dieu a bien voulu faire descendre dans l'oreille de l'Homme.

Le Coran est un parcours à suivre à la lettre et le sujet doit ànonner le texte sacré jusqu'à mémorisation du texte en entier. Or, selon les croyances arabo-musulmanes, dans le Monde d'ici-bas, dans cette vie, par une sorte d'humilité poussée à l'extrême, le texte sacré et la lettre, son origine, sont plus essentiels au sujet que les sciences qui ne sont qu'invention humaine. [*Sans doute faut-il comprendre « découverte » ? Mais ceci n'est pas clair dans les propos de l'auteur.*]

JM rappelle que le courant scientifique au sein de l'Islam a été combattu à deux niveaux. Sur un plan politique, d'abord, en écartant du pouvoir politique et des postes clés des tenants de ce courant, puis en les éliminant physiquement. Chargés de tuer les savants repérés comme menaçant la Religion, des hommes de mains étaient dépêchés et, aussitôt leur acte accompli, lynchés par les fidèles de leurs victimes. Cet abord des sciences physiques comme menace pour le sujet dans l'intégrité de sa croyance persiste encore de nos jours.

L'auteur concentre son analyse sur un affrontement entre l'Islam et l'Occident, puis passe à un affrontement entre l'Occident et l'Orient. Mais l'Orient dont il parle est uniquement « *moyen oriental* » et musulman. Apparemment, pour lui, le poids de l'Asie – et en premier lieu de la triade Chine – Inde – Japon ne participe pas au jeu planétaire des confrontations idéologiques. Curieux...

Sur la science, JM enfonce le clou en affirmant que les découvertes scientifiques font émerger des contradictions que la pensée n'arrive pas à surmonter. Un nouveau mode de pensée nécessite l'inventivité du langage ; or, le monde occidental dominé par la pensée judéo-chrétienne en a été incapable [*sic*].

Par ailleurs, pour JM l'Islam apparaît comme la seule idéologie capable d'affronter le Capitalisme parce que lui seul remplirait le vide conceptuel du monde moderne. Maintenant, l'auteur n'a pas l'air très à l'aise avec les connaissances et les analyses de nature économique et socio-économique ; sans omettre qu'il cite Paul Krugman comme « *Prix Nobel d'économie* »... alors que ce prix n'existe tout simplement pas !

Enfin , notons une confusion qui revient à plusieurs reprises tout au long du livre, celle entre ce que Jean Maucade appelle *LaScience* – qu'il écrit en un seul mot – et le Capitalisme comme si l'une était consubstantielle de l'autre, alors qu'historiquement, le Capitalisme dans ses versions « proto » est largement antérieur au développement des sciences modernes, physique et astrophysique notamment.

LF

*La démocratie ne se conçoit pas sans pluralité ni liberté des médias. Les nouveaux médias et les médias sociaux transforment le rapport à l'information, mais aussi la production de l'information comme de sa diffusion.*

*Réfléchissons aux conséquences des transformations des usages et de l'appropriation des technologies de l'information et de la communication. Il ne s'agit certainement pas d'apprécier si L'Internet contribue à plus ou moins de démocratie, mais bien de tenter de comprendre comment un « autrement » apparaît et, alors que le vote, outil traditionnel des démocraties, paraît bien souvent insuffisant, la mise en réseau des quotidiens peut fournir des modalités complémentaires, qui ne sont nullement virtuelles, mais bien inscrites dans le réel, dans notre réel.*

*Politiquement, il en va d'une évolution vers une e-citoyenneté, de l'émergence d'un citoyen, souvent, qui participe ou croit participer, voire s'engager, à travers ces outils de communication, qui reçoit, transmet, produit même des informations pour une ou plusieurs communautés. Un citoyen qui se construit aussi dans un réel, dans une articulation nouvelle entre du local concret et du global représenté, imaginé, voire rêvé ?*

**Gilles ROUET**

**Usages politiques des nouveaux médias**  
**L'Harmattan - 2012 - 240 pages**

Dans un court avant-propos, Gilles ROUET constate que les nouveaux médias et médias sociaux transforment le rapport à l'information, mais aussi la production de l'information comme de sa diffusion. « Depuis 10 ans, l'explosion du nombre de personnes connectées à l'Internet et les évolutions de l'usage modifient radicalement le contexte général des médias, de leur audience, de leur impact, de leur économie et même, parfois, de leur légitimité. »

A partir de ce constat, ce livre s'attache à démontrer comment s'organise cette « e-démocratie ». L'expression libre du citoyen sur la Toile est désormais perçue comme une très importante manifestation de la « démocratie citoyenne », celle de la démocratie directe, égalitaire, citoyenne et participative. « Les nouveaux médias sont désormais intégrés à la sphère publique » nous explique Jean Louis FABIANI.

Slobodan MILACIC développe leur insertion dans la démocratie pluraliste, puis Guillaume Cazeaux revient aux sources de la formation du citoyen pour analyser le rôle d'Internet. Il considère que l'espace web privilégie l'individu et sa proximité sorte de minorité de groupe, ou encore mieux, politiquement ou culturellement le plus intime. Il lui semble que les médias de masse, télévision en tête, constituent l'une des principales causes de l'apathie actuelle.

Il rappelle que le web n'a pas permis l'éruption du peuple dans l'espace public, mais une frange de celui-ci. Sachant aussi que la majorité des internautes ne se comportent qu'en consommateurs, la minorité active (*contributeurs et rédacteurs*) étant très faible.

Ajoutant que la pratique du web met en cause le gouvernement représentatif.

La revendication d'une « vraie démocratie » par ces « citoyens actifs » internautes participatifs, s'opposant à une représentation qui leur paraît de plus en plus inadaptée.

Enfin, Dessislava BOSNAKOVA expose les paradoxes de cette e-démocratie sur le plan de la communication. La trop grande quantité d'informations nécessite de s'assurer de leur fiabilité avant d'y adhérer et de les utiliser, lourde responsabilité et menace pour la démocratie dans le contexte actuel.

Les chapitres qui suivent illustrent quelques situations géographiques et nationales :

La Bulgarie et l'Internet politique par Orlin SPASSOV.

Après la fin du socialisme, les penchants collectivistes ont été rapidement blâmés et les valeurs liées au marché et à l'individualisme ont été prônées tant par les politiques et entraînées le « *chacun pour soi* ».

Se développent sur le Net les idées nationalistes, xénophobes et de l'opposition interethnique, avec le souhait du maintien du statu quo existant.

« *Les réseaux de communication via Internet et les téléphones mobiles sont à l'origine d'un changement de taille concernant non seulement la manière d'organiser des manifestations, happenings et des groupes de pression, mais aussi, celle de mener les campagnes électorales des différents partis.* »

L'avantage de ces campagnes en ligne consiste dans l'opportunité d'un échange interactif avec le public. Au lieu de l'affirmation du statu quo, la communication politique sur L'Internet permet de reprogrammer les consensus de base lors d'un dialogue avec un électeur.

Les médias dans la Russie postcommuniste par Martin HOREMUZ et Martin KLUS.

20 ans après le début des phases de mutation, on peut constater qu'un groupe d'Etats a réussi son processus de démocratie. Néanmoins, certains autres Etats (*majorité des pays post soviétiques y compris la Fédération de Russie*) n'y sont pas parvenus.

Je cite le dernier paragraphe : « *Actuellement, la télévision est le principal instrument de la démocratie contrôlée de Poutine. Globalement, le système permet aux mass-médias de critiquer le président ou le gouvernement. Pourtant un journaliste qui se risquerait à appeler concrètement un homme politique à tirer les conséquences politiques de ses responsabilités mettrait en danger, non seulement sa propre existence, mais aussi l'existence juridique et économique de son employeur* ».

Concernant L'Internet, thème largement décrit, il apparaît que ces dernières années les réseaux sociaux (*Facebook et Twitter*) sont de plus en plus populaires et sont devenus indispensables en face les médias sous contrôle.

Les chapitres suivants concernent la Slovaquie, la Georgie, la Roumanie, le Chili et finalement la Turquie.

Si les présentations diffèrent d'un Pays à un autre, nous ne pouvons que constater l'importance grandissante de la communication en ligne.

La description des différentes situations et les incidences des nouveaux médias sur les usages politiques de ces différents Pays montrent bien l'importance des évolutions médiatiques sur la pratique démocratique.

Cette méthode d'analyse rend ce livre particulièrement intéressant.

**PIPELL**

*La révolution numérique a eu lieu ; les auteurs de ce livre démontrent comment nous sommes devenus les principaux acteurs de l'économie numérique, car nous constituons la multitude dans un monde hyperfluide qui alimente les plateformes existantes (Amazon, Google, Apple iTunes, Facebook ...) La notion d'application est dépassée et doit être remplacée par la notion de plateforme qui permet la démultiplication de la puissance de captation. Les entreprises du futur doivent se penser en termes de plateforme, notamment les entreprises françaises. L'état français doit également se penser comme une plateforme.*

**Nicolas COLIN et Henri VERDIER**  
**L'âge de la Multitude**

**Entreprendre et gouverner après la révolution numérique**  
**Armand Colin – 2012 – 285 pages**

Ce livre est une sorte de constat de l'après révolution numérique, où il existe dorénavant une économie numérique avec des entrepreneurs du numérique qui ont créé un monde hyper fluide représenté par la multitude des utilisateurs connectés.

Nous sommes dans un monde d'innovation radicale où les grands acteurs du numérique (Amazon, Google, Apple iTunes, Facebook ...) ont capté certains marchés (musique, publicité en ligne, biens culturels, ...). Ces plateformes ont permis de capter la valeur créée par les utilisateurs.

Le monde industriel notamment français a mal assimilé le numérique et les lois fondamentales de la révolution numérique qui implique un flux d'innovations technologiques permanentes et une forme d'innovation inachevée (d'où la notion de monde hyper fluide et d'accélération des progrès qui rend imprévisible le futur).

Plus intéressant, les auteurs expliquent que nous passons d'une vision occidentale (vision linéaire et temporelle impliquant une certaine efficacité) à une vision orientale et platformiste (perception adéquate de la dynamique des forces en présence). L'idée est qu'il existe plus d'intelligence et de créativité à l'extérieur des organisations qu'à l'intérieur. Cette créativité est portée par un monde hyperdense : la multitude.

Les enfants du numérique aiment créer et souhaitent vivre une aventure collective. Nous entrons dans une nouvelle ère industrielle dominée par le design où il existe une intelligence des objets et des situations, où l'expérience de l'utilisateur est prise en compte.

L'ouvrage explore la valeur de la multitude après la révolution du numérique en comparant au passage des crises de 1929 et de 2008 qui d'après les auteurs ont des causes équivalentes (révolution de l'électrification en 1920 et du numérique en 1990).

Dans cette nouvelle économie, la multitude est la clé de la valeur (Apple prélève 30% du Chiffre d'Affaires des Apps en échange d'un référencement ou d'une visibilité). La valeur se crée là où les gens s'activent. Il faut donc capter l'activité et accompagner la multitude.

S'ensuit, la démonstration de l'intérêt des plateformes en lieu et place des applications (trop verticales). Les plateformes présentent un intérêt supérieur aux applications, car elles permettent à la multitude et donc aux utilisateurs de créer et donc d'utiliser les données, de s'approprier les outils proposés voire d'en créer de nouveaux.

Pour entrer dans ce nouveau monde, le monde industriel doit innover et se transformer en plateforme pour faire la place aux nouvelles générations conditionnées par cet esprit contributif et innovateur.

Pour accompagner ces innovations radicales, l'état doit lui-même se penser comme une plateforme pour permettre aux citoyens de contribuer au développement de la vie sociale et économique. Ce qui implique de réfléchir aussi aux modes de financement de l'innovation, dont la R&D n'est pas forcément le prérequis.

Qui dit mode de financement de l'innovation dit aussi refonte de la fiscalité. Comment taxer de l'immatériel dont la multitude alimente la valeur ? Les auteurs (*dont l'un est inspecteur des finances*) proposent une TVA sur la multitude qui s'affranchit de la territorialité.

Enfin cet ouvrage est un excellent éclairage sur les révolutions industrielles successives et leurs conséquences économiques, fiscales et sociales.

### Renvois :

Gérard AYACHE, *Homo Sapiens 2.0 (Hyperinformation)* – **FuturWest N°31**

François LAURENT, *Marketing 2.0 / L'intelligence collective* – **FuturWest N°31**

Michel KITAREFF, *Révolution verte dans la Silicon Valley* – **FuturWest N°35**

Frédéric KAPLAN, *La métamorphose des objets* – **FuturWest N°36**

Michel BERRY, *Les vrais révolutionnaires du numérique* – **FuturWest N°37**

Frédéric MARTEL, *Mainstream / Industries culturelles mondiales* – **FuturWest N°37**

Günter PAULI, *L'économie bleue* – **FuturWest N°45**

GM

*L'auteur dresse un portrait de la France bien différent des images courantes. La place du travail a évolué, la carte de France s'est transformée, le tri social par origine ou par âge a accéléré. Les choix des modes de vie priment de plus en plus sur les choix professionnels, les vies s'allongent et sont « discontinues », la mobilité virtuelle bouscule la mobilité physique, les extra urbains repeuplent les campagnes... Oui, la France a changé, et elle change tous les jours par une multitude de décisions publiques, économiques, administratives, mais aussi privées, familiales, professionnelles. Certes, tout le monde ne vit pas ces changements de la même manière, mais il nous faut renouer avec un récit commun qui dise l'individu face au Monde.*

*La France de J.V. est une société du bonheur privé et du malheur public, où nous vivons une véritable dépression collective quand le politique est incapable de saisir le changement, de l'impulser, de l'accompagner. Un souffle d'air sérieux et documenté en période de crise. Salutaire.*

**Jean VIARD**

***Nouveau portrait de la France / La société des modes de vie  
L'Aube – 2011 – 200 pages***

Comme point d'entrée à cette NDL, disons que le livre de J.V. est d'humeur à mettre des sourires sur des visages inquiets et ce n'est pas le moindre de ses mérites.

Ainsi commence-t-il dès la p.19 à nous dire que notre société étouffe d'un futur absent au moins autant que des mues réelles du présent.

L'ensemble des analyses présentées se veut comme un éclairer des mouvements que nous vivons, comme un récit du présent.

En France, au 20e siècle, les vies sont devenues complètes pour le plus grand nombre, et elles sont aussi devenues plus longues, et qui plus est longues en relative bonne santé puisque 85% des Français finissent leur vie à leur domicile. Cela a fait de nous des êtres mobiles, zappeurs, en partie virtuels dans des rythmes discontinus, aléatoires. Nous passons environ 5% de notre vie à étudier, 12% à travailler, 15% devant une télévision, 30% à dormir. Nous faisons durant une vie six fois plus l'amour qu'il y a un siècle, mais pour une « *productivité bébé* » qui s'est effondrée puisque nous parvenons à peine à deux enfants par femmes en moyenne.

Et durant de nombreuses pages du Chapitre-1, l'auteur nous présente moult données factuelles qui montrent combien les transformations ont été plurielles et persistantes dans l'organisation de nos modes de vie, même si, évidemment, il sait nuancer les écarts entre classes sociales ou entre lieux géographiques.

Les frontières spatiales demeurent comme figures de nos récits et de nos appartenances, mais on ne compte plus sur leurs déplacements pour acquérir une nouvelle puissance – le mouvement actuel porterait même plutôt à une multiplication des nations. L'auteur nous encourage à garder cette idée qu'à un espace limité correspond un temps en expansion.

Dans le domaine du travail, on constate que les liens issus de celui-ci sont encore nourris d'une culture hiérarchique et collective, alors même que ceux issus de notre société où le temps libre pèse fortement sont auto-organisés et souples. Le monde du travail peine terriblement à comprendre cette évolution et à s'y adapter. La France qui est un des Pays au Monde où la notion de cadre et d'encadrement est la plus forte, met en permanence ses salariés en contradiction avec eux-mêmes, souvent au prix de souffrances et de pertes de productivité, ce qui est un comble en période de crise.



## MEMOIRES DU FUTUR

### suite

Les mobilités sont aussi pour Jean Viard l'une des caractéristiques majeures de nos mutations, les écolos dussent-ils en prendre leur partie. Kilomètre après kilomètre, la moyenne des distances parcourues quotidiennement a été multipliée par neuf en moins d'un demi-siècle. Et ce, pour passer d'une distance millénaire, celle de la proximité du monde sédentaire, à une spirale de croissance où le virtuel est venu booster les longueurs réelles au point que l'on ne sait plus très bien distinguer l'un de l'autre. Au-delà de cette mise en mobilité des hommes, des logements et des entreprises, qui casse l'ordre sédentaire historique, la nouvelle hiérarchie des temps impose sa marque : le temps à soi domine et les activités de temps libre, de consommation et d'éducation structurent de plus en plus mobilités et territoires.

Dans le domaine de l'habitat, les réalités sont aussi brutales. Ainsi, sur 27 millions de logements, plus de quinze millions sont des maisons individuelles, dont 90% avec jardin, et la taille de ceux-ci ne cesse d'augmenter, la moitié dépassant 600 m<sup>2</sup>. Un sondage cité par l'auteur indique que 89% des Français se déclarent heureux de leur logement et leur préoccupation principale est l'espace disponible, qui est d'ailleurs lui-même en augmentation constante. Si 22% des Français (30% des Franciliens) souhaitent des logements construits en hauteur, 77% préfèrent qu'on construise des maisons individuelles. Sans oublier qu'une part importante des habitants d'immeubles possède en outre une maison individuelle sous forme de résidence secondaire (3 millions en France). Ces chiffres massifs et constants nous montrent que l'enjeu premier de l'étalement urbain « la ville émergente », et du repeuplement rural, est d'abord le choix du logement et du cadre de vie.

En outre, ce qui fait la ville moderne, ce n'est plus le stock d'habitants mais la densité des rencontres aléatoires, et sa diversité. Le flux mobile importe plus que le stock sédentaire. Et pourtant nous continuons à utiliser des indicateurs de stock pour caractériser la ville...alors que la vitalité, la créativité et l'art de vivre, viennent du grand brassage des diversités. En écho à ses propos de début d'ouvrage, Jean VIARD indiquent que trop d'élus gèrent encore les villes au jour le jour, l'œil collé sur la carte électorale ; trop de politiques confondent présence permanente dans leurs institutions et travail de connaissance de la société, de ses changements et de ses attentes. Ceci est corroboré par le fait que 74% des Français déclarent que leur famille est leur activité préférée ; autrement dit, dans la culture extra-urbaine – que ce soit hors la ville ou en fuyant la ville régulièrement – il y a une recherche de convivialité et de famille qui correspond bien aux quêtes de notre époque.

En contrecoup, l'exode rural est terminé. L'hémorragie paysanne continue, mais la dépopulation des campagnes est quasiment partout stoppée par la ville-nuage qui s'y installe ; de nombreux cantons se repeuplent, parfois fortement. Aussi le peuple des champs change-t-il. Hier majoritairement ouvrier et paysan, il est aujourd'hui plutôt cadre et retraité surtout vers le Sud. Sans omettre le développement du télétravail. J.V. estime qu'au 21e siècle on retrouve un besoin extraordinaire d'espace, un refus de la ville comme clôture et totalité et un nouvel usage des territoires, habités maintenant par des urbains fiers de leur culture de la mobilité. Mobilité physique, mobilité virtuelle, mobilité politique, ces trois mobilités sont fondamentales pour comprendre les mutations que nous vivons... et qui sont en tendances devant nous. Politiquement, nous signalons néanmoins un « raté » d'analyse à propos des « révoltes arabes » ; l'auteur a été victime de l'enfumage des grands médias naïfs. L'objectif des manipulateurs n'était pas d'instaurer des régimes pluralistes et non-religieux en Egypte, Tunisie, Lybie.....

Reste un livre salubre, conformément au propos de l'éditeur.

Renvoi, du même auteur « *Eloge de la mobilité* », NDL dans **FuturWest N°21**.

*Affolement des marchés, des médias, des responsables politiques, réactions aveugles, emballement des dettes souveraines, spéculations financières, révolte des peuples et répressions : et si la succession des crises et des impasses où elles semblent nous conduire résultait d'un vide stratégique ?*

*Produit d'une lente construction qui, depuis la Guerre Froide, a remplacé l'art de la stratégie par celui de la seule tactique, le vide stratégique est aujourd'hui la conséquence d'une information surabondante, d'un culte exagéré du calcul, de la dictature de l'immédiat. Il crée des situations où les modèles, comme les idéologies, se révèlent incapables d'expliquer, de comprendre et de prédire ce qui survient.*

*Après avoir rappelé les évolutions de la pensée stratégique de Sun Zi et des strategoi athéniens à Clausewitz et Galula, l'auteur montre comment la disparition du stratégique au début du 21e siècle empêche de penser le futur pour se limiter au seul contrôle du présent. Synonyme d'ignorance, de défaillance et d'absence de discernement, le vide stratégique est devenu une source profits pour la grande criminalité, les sociétés militaires privées, les trafiquants, les intermédiaires financiers. Ce Monde qui a perdu sa capacité à définir et à expliquer l'état des choses n'a, paradoxalement, jamais créé autant de richesses ; ni autant de pauvreté...*

**Philippe BAUMARD**  
**Le vide stratégique**  
**CNRS Éditions – 2012 – 250 pages**

### **O que voilà un livre remarquable !**

Pour l'auteur, la question du temps stratégique devient prédominante. Dans un capitalisme de la vitesse, la plupart des dirigeants découvrent la nature des mouvements qu'ils ont réalisés une fois que ceux-ci sont réellement achevés. Ceci tient au fait que les organisations contemporaines sont par nature des « *génératrices d'actions* ». Les organisations aspirent à réitérer leurs succès passés, et se jettent dans l'action en puisant dans le répertoire de programmes d'action qu'elles ont en leur possession, quitte à adapter l'idéologie permettant de les soutenir.

Philippe Baumard cite R.A. Bettis « *Il n'existe à ce jour aucune preuve scientifique qu'une organisation ayant recours à une formalisation systématique de sa stratégie soit plus profitable qu'une organisation ne s'en souciant guère. En d'autres termes, les « sciences » de gestion, comme elles aiment à s'appeler, n'ont pas réussi, en un siècle de travaux, à établir la validité scientifique de leur propre existence.* »

Dans les contextes où nous baignons depuis plusieurs décennies, ce qui est en cause, c'est la codification de la pensée. La formalisation sape les contributions potentielles de la planification. Ceci tient à un effet de programmation. Lorsqu'on rédige un plan stratégique, celui-ci finit par s'imposer comme une idéologie, un système sur lequel tout le monde est tombé d'accord et qu'il est difficile de remettre en cause. Dès lors les plans formels entraînent une certaine « *programmation* » des comportements en conformité avec les plans établis. Puis les comportements, à travers leur succès répété, entraînent à leur tour la naissance d'une idéologie. Il devient alors difficile de savoir si l'intention stratégique génère une idéologie dans l'organisation ou, si au contraire, les intentions de celle-ci ne sont plus que le reflet de son idéologie.

Il est non moins répandu que les managers parlent beaucoup plus à leur supérieur qu'à leurs subordonnés, si bien que les dirigeants entendent généralement l'écho de leur propre voix.

A propos de la Guerre FROIDE, l'auteur nous apprend que, tel un patient sur-médicamenté, la guerre de déstabilisation incessantes des années 1970 à 1990 a fini par décrédibiliser le scénario de la dissuasion mutuelle, tandis qu'étaient transmis, parfois délibérément, les modes opératoires et le savoir-faire des guerres psychologiques limitées et de contre-insurrection. La détente était censée propager l'idée que les deux superpuissances pouvaient raisonnablement tirer un bénéfice mutuel de leur rivalité pour une meilleure organisation du Monde ; mais au lieu de cela, la culture de l'insurrection comme système organisé et subversif a été transmise à trois générations de combattants, et d'insurgés potentiels, au Moyen et Proche-Orient, en Asie du Sud-Est, en Amérique Latine, et certainement plus inquiétant à très long terme, au sein de milieux extrémistes d'Europe, des USA et du Japon.

Pour Ph.M., le premier élément du vide stratégique est le refus systématique de l'imagination. L'expression d'un raisonnement atypique et original y fait l'objet d'autocensure, ou de pression à la conformité. Les signaux faibles y sont repoussés. Ceux qui les portent ou les mettent en avant sont stigmatisés. L'obstacle est à la fois celui de la perte de préoccupation authentique, et la magnification des réponses toutes prêtes, engendrées par des sociétés vivant dans l'immédiateté, l'hypertrophie de la disponibilité au détriment du sens, du spectaculaire au détriment de l'analyse. Comment ne pas penser à Guy DEBORD et aux analyses des situationnistes... d'il y a plus de trente ans.

Chaque mouvement tactique est largement questionné, mais la stratégie ne l'est pas ; et la nouvelle exigence sociétale de « rendre des comptes » transforme la société en profondeur et se substitue à l'exigence d'une vision stratégique. Le temps passé à rendre des comptes finit par dépasser largement le temps que l'on consacre à « faire partie » de cette société. Mais n'est-ce pas le but ? En quoi cette soumission volontaire à l'acte comptable diffère-t-elle de la soumission à une idéologie universaliste ? La différence réside dans le fait qu'elle ne nécessite pas de commissaire du peuple ou de directeurs religieux de conscience.

Le paradigme de la subversion tient des promesses simples : il offre la liberté de commercer, la liberté d'opinion, avec la garantie qu'un système de contrôle étroit, violent et direct, viendra corriger les éventuelles déviations de trajectoires. Il offre un système de la conformité physique et opérationnelle à une économie globale qui n'a pas le temps de discuter des ses horizons stratégiques, de la raison d'être de ses développements, et qui semble s'être décidée à subir indéfiniment son absence de visibilité à long terme. Dans le même temps, un capitalisme du leurre, qui s'est libéré du risque de sanction du fait de son hégémonie, et qui accepte la dégradation de sa performance et continue à faire « plus la même chose ».

De fait, nous nous sommes contraints à un capitalisme de la punition permanente qui se maintient par la peur psychologique de son effondrement ; un capitalisme somatique qui a entraîné avec lui une société où la mort à crédit est devenue une réalité. Pour autant, dans l'Histoire, ces moments de vide stratégique où le temps est en suspens, où la scène est rendue libre pour de nouvelles logiques de réversibilité, sont aussi des moments de prise de conscience pouvant faire ressurgir... de nouveaux stratèges.

### Renvois :

Hervé P. ZWIRN « Les systèmes complexes », **FuturWest N°27**

Pascal JOSEPHE « La société immédiate », **FuturWest N°28**

Daniel INNERARITY « Le futur et ses ennemis », **FuturWest N°35**

*Il y a environs deux cents milliards d'étoiles dans notre galaxie. Si chacune possède en moyenne une dizaine de planètes, cela fait deux mille milliards de planètes rien que dans la Voie Lactée. Un nombre sidérant... Mais quelles sont les probabilités réelles que la vie existe ailleurs que sur Terre ? Une découverte de signaux « intelligents » aurait, comme les révolutions copernicienne et darwinienne, un impact considérable sur notre vision du Monde et l'évolution de notre société. Le livre fait le point sur les propriétés des exoplanètes, sur les conditions astronomiques, climatiques, biologiques et sociologiques pour la vie ailleurs dans l'Univers.*

**André MAEDER**  
**L'unique terre habitée ?**  
**Favre – 2012 – 360 pages**

Pour arriver jusqu'à l'Homme, il a fallu des « inventions » extraordinaires, telles l'apparition des premières bactéries, la photosynthèse, les cellules avec noyaux, la reproduction sexuée, la sortie des mers, la croissance du cerveau. La vie sur la Terre a aussi connu beaucoup de péripéties, de coups de chance et de catastrophes. Cela représente beaucoup de conditions dont les probabilités de succès sont faibles. Sur les cinquante milliards d'espèces qui ont existé sur la Planète, une seule « espèce intelligente » est apparue...

En regardant un globe terrestre, on a l'impression que les océans qui recouvrent 70% de la surface, représentent une partie importante de la Terre. Ce n'est pas le cas, car l'ensemble des océans et des glaces polaires représentent 2,5 dix-millièmes de la masse de la Terre. On estime que la quantité d'eau contenue dans les roches hydratées de l'intérieur de la Terre est environ trois fois celle des eaux de surface. Au total ce n'est donc qu'au plus un millième de la masse terrestre qui se trouve sous forme d'eau.

L'obliquité de la Terre varie entre 22 et 24,5 degrés avec une périodicité de 41000 ans. Cela suffit à produire des fluctuations climatiques importantes dont on retrouve la trace dans les couches géologiques. Le changement climatique actuel est vraiment très modeste, par comparaison.

L'ouvrage d'André Maeder est remarquable de pédagogie. Le lecteur y trouvera aussi bien des explications de cosmogonie, d'astrophysique, de biologie... Il y trouvera aussi les interrogations que se pose l'auteur à propos de la survie d'une « civilisation technicienne », que ce soit pour des raisons dues aux évolutions intrinsèques à la Terre elle-même ou qu'on introduise un paramètre de nature « anthropique ». Il remarque que la période des hominidés représente au mieux 2 à 3 millions d'années pour une Terre qui, elle, a déjà 4,5 milliards d'année. Autrement dit, peu de chose.

On regrettera néanmoins le pessimisme résigné de l'auteur vis-à-vis des capacités d'invention de l'Homme pour solutionner les questions du développement économique. Il confond croissance (et ses contenus) et développement. Nous l'invitons à explorer les ouvrages de Günter PAULI « *Croissance sans limite* », NDL parue dans **FuturWest N°36** et « *L'économie bleue* », NDL parue dans **FuturWest N°45**

**PhS**

Depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle, la plupart des anciens pays industrialisés sont entrés dans une phase d'appauvrissement. Qu'il s'agisse des Etats-Unis d'Amérique ou des pays européens comme la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne ou le Portugal – sans parler de la Grèce, et bien sûr, de la France –, on assiste à une baisse de taux de croissance, un accroissement de la pauvreté, du chômage, de l'endettement, des déséquilibres de balance commerciale, etc.

D'où vient cette situation surprenante, jamais rencontrée ? Quelle en est la cause ?

Le diagnostic porté ici est celui d'un processus de désindustrialisation survenu au même moment. Un ensemble de remèdes est proposé, à l'échelle des régions françaises, qui se fixe comme objectif la réalisation d'une nouvelle industrialisation.

**Pierre GROU, Dominique MERTENS-SANTAMARIA, Katia RADJA et Patrick SCHEMBRI**  
**Pour une nouvelle industrialisation des régions françaises**  
**L'Harmattan - 2012 - 100 pages**

La description de la désindustrialisation a été l'objet de nombreuses études dans les années 2010 amenant les auteurs à interroger le modèle de développement économique au regard de la combinaison de trois variables : le système d'innovation, les relations sociales et l'actionnariat des entreprises. Ainsi, quatre modèles sont identifiés :

- Le « *libéral financier* » basé sur la puissance du marché, l'actionnariat des grandes firmes, la flexibilité du travail, la concurrence entre les acteurs économiques et la faiblesse du dialogue social (*Etats-Unis, Grande-Bretagne...*) ;
- Le « *commercial industriel* » inspiré du mercantilisme, à savoir l'exportation permise par l'existence de technologies avancées, dans un contexte de dialogue social avancé et un marché du travail encadré (*Allemagne, Finlande, Japon, Chine, Corée du Sud...*) ;
- L'« *autocentré* » bénéficiant d'une croissance interne assurant des débouchés (*Brésil, Inde...*) ;
- Le « *rentier* » disposant de ressources naturelles garantes de rentes et d'une capacité d'investissements sur de nouveaux leviers de croissance (*Arabie Saoudite, Russie...*).

Ces quatre modèles s'inscrivent à une échelle globale où ils interfèrent les uns avec les autres, tout en étant modifié par un processus de très long terme basé sur la recherche de gains de productivité. Après la domination de la nature dès le néolithique, puis l'essor scientifique et technique qui a prévalu du 16<sup>ème</sup> au 20<sup>ème</sup> siècle, l'entrée dans le troisième cycle de la mondialisation marque la suprématie des firmes internationales malmenant la capacité d'autodétermination des territoires.

L'observation des indicateurs français caractérisant cette désindustrialisation laisse entrevoir des nuances au sein des régions. Les auteurs ne s'attardent pas sur cette différence, pour autant la tendance globale à la baisse de la valeur ajoutée industrielle et en corollaire l'augmentation du taux de chômage sur ces dernières décennies ne se vérifient pas totalement dans l'Ouest de la France, avec une résistance des Pays-de-la-Loire et de la Bretagne (*stabilisation de la valeur ajoutée et du taux de chômage sur les dernières décennies*).

Avant d'exposer les hypothèses favorables à la réindustrialisation, les auteurs définissent un préalable, à savoir un redécoupage en 10 régions françaises pour limiter les déséquilibres – 45% du PIB français issus de trois régions qui comptent 30% de la population nationale (*Ile-de-France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur*) – et atteindre une taille critique à l'échelle européenne. L'hypothèse avancée d'un rapprochement de la Bretagne et des Pays-de-la-Loire s'effectue peut-être en écho à la

résistance du tissu industriel de l'Ouest. Sans analyse plus approfondie, les ressorts à l'échelle locale apparaissent être le fruit d'un mixte entre plusieurs éléments sur lesquels une série de mesures est suggérée.

Définir les bases d'une nouvelle industrialisation au sein des régions nécessite d'ouvrir le champ de réflexion au-delà du seul processus interne aux entreprises. La quête des gains de productivité et de la création de valeur ajoutée nécessite une articulation des acteurs en charge d'un prisme de leviers relevant de l'environnement territorial des entreprises, recoupsés ici en 5 variables-clés :

= l'image du tissu industriel (*rôle de la science et des technologies, investissement dans la culture pour favoriser la création*) ;

= la disponibilité des compétences dans les entreprises au travers des thèmes de recrutement et de la formation (*systèmes éducatifs et programme de requalification pour lutter contre le chômage*) ;

= l'environnement fonctionnel de travail des entreprises (*les mobilités des salariés, les services au personnel, les usages numériques*) ;

= l'organisation de la proximité du site de l'entreprise (*la logistique sur les zones d'activité, les relations avec les collectivités territoriales sur les différents champs de compétences*) ;

= le soutien à la stratégie des entreprises par la mise en place de dispositifs d'accompagnement à l'innovation, à l'export et plus généralement aux coopérations inter-entreprises.

Ces variables-clés dépassent le seul cadre des hypothèses émises dans l'ouvrage puisqu'elles sont extraites d'une étude prospective sur l'industrie en Anjou, territoire de l'Ouest qui a enregistré une évolution de son tissu industriel où les productions manufacturières (*chaussure, textile, composants électroniques, métallurgie...*) tendent à être subordonnées par des activités industrielles agrégeant des services (*pôles du végétal, de la menuiserie industrielle, de la santé, du numérique...*). La mise en place des pôles de compétitivité tente de coordonner un système qui dépasse le seul cadre national, où la complexité et l'adaptabilité sont appréhendées par de nombreux acteurs du local au global.

### Renvois :

Laurent DAVEZIES, *La circulation invisible des richesses*, **FuturWest N°27**

Jean-Pierre ANGELIER, *Economie des industries de réseaux*, **FuturWest N°28**

Jean-Louis LEVET, *Pas d'avenir sans industrie*, **FuturWest N°32**

Mathieu CROZET, *La nouvelle économie géographique*, **FuturWest N°34**

Günter PAULI, *Croissance sans limite*, **FuturWest N°36**

*Passer du gouvernement à la gouvernance, est-ce ouvrir la porte à plus de délibération, c'est-à-dire une logique d'action fondée sur l'argumentation publique ? Cette manière d'opérer et de légitimer des décisions se substitue-t-elle aux procédures et aux normes préexistantes ou bien forme-t-elle des «instances» supplémentaires qui compliquent et brouillent l'action publique ? Arriver à la problématique de la délibération par celle de la gouvernance conduit à se demander si gouverner dans un dispositif complexe d'«acteurs gouvernants», à la fois interlocuteurs et concurrents, ce n'est pas changer fondamentalement de cadre.*

*Certes, l'hétérogénéité des positions des acteurs de la gouvernance n'annule pas d'autres paradigmes utilisés pour analyser l'action publique parce qu'il y a encore des intérêts et encore des institutions. Mais la place de la discussion, de l'échange peut être singulièrement élargie quand les choix des acteurs ne sont pas limités par la décision en dernière instance d'un acteur supérieur à tous les autres. Il découle de ce changement un basculement de point de vue : est-ce que le passage à la gouvernance entraîne une importance nouvelle de la délibération dans les processus politiques contemporains ? La proposition de débat scientifique qui anime ce livre consiste à mobiliser un échantillon d'études de cas afin d'identifier les conditions qui encouragent ou découragent l'émergence de la délibération comme logique d'action sociétale et gouvernementale.*

**Patrick QUANTIN & Andy SMITH**  
**Délibération & Gouvernance, L'émergence d'une logique d'action**  
**L'Harmattan - 2012 - 275 pages**

### La synthèse :

La démocratie délibérative introduit dans les années 90 la notion de «bien public» là où n'était perçu que des intérêts en concurrence. La délibération dépasse la logique de la participation (*affrontement des intérêts*) : elle produit du sens en passant par l'écoute des points de vue quelque fois antagonistes pour les réconcilier en créant des biens publics.

Cette notion de biens publics ou communs n'est pas considérée comme la simple addition d'intérêts particuliers mais comme un consensus d'autant plus légitime qu'il aura été délibéré. En effet, la délibération argumentée est en mesure de conduire à une révision de la perception des intérêts particuliers et aboutir au bien commun. Il y a délibération quand la discussion change les préférences des participants. Plusieurs freins peuvent donc empêcher la délibération tel le conformisme, la logique de conséquence (*le choix rationnel de son seul intérêt*), la rétention volontaire d'informations...

Ce livre étudie les pratiques délibératives et leurs freins dans plusieurs systèmes politiques (*convention sur la biodiversité, les négociations entre ONG européennes, les transitions démocratiques de gouvernements africains, la régulation des monnaies par les banques centrales ainsi que le rôle de l'église dans la question basque*). Chacune de ces négociations ont été freinées par la tentation de son seul intérêt, du conformisme ou de la rétention d'informations.

Ce livre étudie aussi les enjeux délibératifs au sein des groupes ou organisations tel que le principal parti d'opposition du Togo où existe 2 tendances : un mode de gouvernance autoritaire et charismatique qui ne laisse pas de place à la discussion et un mode plus rationnel qui peut laisser une place à la délibération. Ce livre évoque enfin la soi-disante «*délibération*» pratiquée avec les jeunes lycéens au moment de leurs orientations. Derrière le discours officiel, ce sont, le plus souvent, les enseignants qui décident seul.

En conclusion, ce livre démontre le rapport étroit entre délibération et mode de gouvernance. Cette série d'analyse de gouvernance nous décrit finalement les mêmes comportements humains que

l'on retrouve en général chez les autres et en particulier dans notre propre discours.

Renvois :

Michel KOEBEL, *Le pouvoir local ou la démocratie improbable* – **FuturWest N°20**

Peter SLOTERDIJK, *La mobilisation infinie (Critique de la cinétique politique)* – **FuturWest N°21**

Elisabeth BRISSON, *La démocratie une ou multiple ?* – **FuturWest N°36**

Daniel INNERARITY, *La démocratie sans l'État* – **FuturWest N°36**

Joachim MARCUS-STEIFF, *La société sous-informée* – **FuturWest N°43**

Anissa AMJAHAD (et all), *Le vote obligatoire* – **FuturWest N°44**

SD



## MEMOIRES DU FUTUR suite

*La Chine sera avant 2020 la première puissance économique terrienne. Va-t-elle en prendre la direction politique ? Oscillant entre un nationalisme arrogant et une étonnante discrétion dans le concert des nations, elle émet des signaux contradictoires pour l'opinion internationale. Machiavélisme de ses dirigeants ? Crainte de réveiller le fantôme des années Mao ? Ou plus prosaïquement absence de vision d'une élite avant tout préoccupée par ses problèmes ? Les dirigeants chinois sont moins unifiés qu'on ne l'a cru ; ils sont inquiets de leur légitimité et du fossé grandissant avec la population.*

*Nourri des voyages de l'auteur et de sa connaissance intime de l'Histoire de la Chine, ce livre décrypte les différentes facettes : des dessous de l'affaire Bo Xilai aux soubresauts qui agitent le Parti Communiste Chinois (PCC), des succès éclatants d'une économie hybride à l'aggravation non moins inquiétante des inégalités sociales, se dessine le portrait d'une Chine convulsive, inquiète et qui n'a pas achevé sa mue.*

*Si le Monde attend la Chine, celle-ci pourrait encore bien le surprendre...*

**François GODEMENT**

**Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme.**

**O. Jacob – 2012 – 285 pages**

Ce qui se décide à nouveau, c'est la direction que le PCC va prendre dans les prochaines années. Entre les hypothèses irréalistes sur un « *modèle chinois* » ou sur « *la chute de la Chine* », le Parti va faire face à un choix plus concret. Ainsi, FG, plante-t-il le décor de tout ce qu'il va développer dans son ouvrage.

FG a le bon goût de préciser que les emballements ne sont pas en rupture avec l'ère maoïste qui a précédé l'ère des réformes initiée en 1978. Ainsi, de 1949 à 1978, la croissance avait atteint 6% par an, malgré les catastrophes du Grand Bond en avant (1958-1961) et de la Révolution Culturelle (1966-1971). L'économie maoïste connaissait des records loin d'être factices. En laissant pratiquement inchangés les prix des biens de consommation depuis le début des années 1950, alors que leur production augmentait considérablement, et en fixant des prix très bas, ou des livraisons d'office pour les récoltes, la planification a pratiqué une ponction invisible sur la population paysanne, et permis à l'économie d'Etat de pratiquer un niveau d'investissements très élevé : jusqu'à un tiers du PIB à la veille de l'ère des réformes de 1978.

Le mode de production connu depuis ce tournant suppose une économie hybride, où la mobilisation de la main d'œuvre prime sur l'économie de marché, et où les intermédiaires et gardiens de cette organisation bénéficient d'énormes rentes de situation.

De fait, on comprend pourquoi un dilemme redoutable se pose aux dirigeants de la Chine actuelle : assumer un capitalisme hybride et la reconduction de l'expansion internationale, et défendre la stabilité politique à tout prix ; ou bien réformer de fond en comble l'économie politique chinoise, avec le risque de saper les bases du pouvoir politique. Depuis 1978, ce qui n'est pas explicitement revendiqué par l'Etat est du ressort de la société et de l'initiative individuelle. La situation actuelle est à la fois le résultat d'une libéralisation économique à la base, et celui d'une limitation croissante des possibilités de contrôle par en haut.

Les 992 entreprises d'Etat acquittent 10% d'impôts sur leur C.A., tandis que les entreprises privées en acquittent 24% ; ce qui, dans la vulgate chinoise, fait dire « *Le public avance et le privé recule* ».

Concernant les aspects sociétaux, l'auteur prend l'exemple de la peine de mort. Un débat officiel sur l'usage de celle-ci pour les crimes économiques a abouti en 2008 à réduire de 68 à 55 le nombre de motifs retenus – mais la réduction ne concerne que des délits relativement mineurs, tels que le vol d'œuvres artistiques historiques ou la fraude à la TVA.

A titre de comparaison, l'Angleterre victorienne comptait 200 motifs de condamnation à mort (*dont l'abattage d'arbres ou la destruction de terrier à lapins...*).

Sur l'influence de la morale confucéenne, FG nous rappelle que la féodalité, le servage et les castes ont depuis longtemps laissé la place à la roue de la fortune, qui élève les familles par le biais des concours éducatifs, de l'entreprise, de la solidarité de clan, et les abaisse ensuite quand ses vertus sont oubliées. Le bouddhisme enseigne que l'égalité existe non pas au sein d'une seule et même génération, mais d'une génération à une autre. Cette morale optimiste n'a pas besoin d'un au-delà pour suggérer le salut, et combine la soumission au destin du groupe avec l'espoir individuel. L'équilibre entre le collectif et l'individu, tout comme entre l'Etat et le marché, est à la fois délicat et ancré dans la culture chinoise.

Les évolutions du PCC sont questionnées avec attention. L'hypothèse d'une reprise des réformes par le haut, y compris sur le plan politique, est probable après le blocage générationnel provoqué par les événements de Tiananmen. Que les partisans du libéralisme économique ou ceux d'une priorité publique et sociale l'emportent, chacun de ces deux choix nécessite un Etat réformé. Sans contrôle indépendant, sans un système politique capable d'appliquer les bonnes résolutions legalistes, cette évolution est bloquée.

Sur le plan militaire, l'auteur indique qu'il est difficile de conclure aisément. La progression constante et rapide des dépenses militaires chinoises est certes un fait irréfutable, qui amène la Chine au second rang mondial : des revendications naguère hors de portée deviennent ainsi accessibles, et le seront encore plus dans quelques années. Mais la multiplication des incidents, de l'agitation nationaliste – en dépit de coups d'arrêt eux aussi perceptibles – tiennent-ils d'une stratégie délibérée ?

La société chinoise s'est ressaisie de son héritage et de son identité stratégique. Au-delà de narration du « siècle d'humiliation », la culture classique est sollicitée de tous côtés. L'idéologie officielle n'en retient que les termes confucéens – ceux de l'harmonie et de la bénévolaence, interprétés comme une théorie des avantages mutuels, variante chinoise du win-win libéral. Le régime puise dans ce répertoire à son gré, mais l'abandonne aussi quand cela lui paraît opportun. Ces décors sont d'autant plus nécessaires que les dirigeants chinois n'ont pas de vue innovatrice ni de grand dessein pour le système international. S'ils en avaient une, auraient gâché l'opportunité que leur ouvrait la dérouté financière de l'Occident en 2008-2010 pour asseoir leur influence ?

Reste une question non posée par FG. Alors que la flotte chinoise de l'amiral Zheng He pouvait régner en maître absolu sur l'océan indien et plus au 15<sup>ème</sup> siècle, l'autorité impériale ordonna de tout arrêter. Ce repli historique pourrait-il se reproduire ?

#### Renvois :

Michel AGLIETTA, *La Chine vers la superpuissance*, **FuturWest N°24**

Mark LEONARD, *Que pense la Chine ?*, **FuturWest N°30**

Denis BOREL, *Un empire très céleste (La Chine et l'espace)*, **FuturWest N°32**

Régine PIETRA, *La Chine et le Confucianisme aujourd'hui*, **FuturWest N°33**

*Pour quoi les « décideurs » français sont-ils incapables, depuis trente ans, d'élaborer une politique économique cohérente ?*

*Et savent-ils jusqu'où, à ce jeu dangereux, ils peuvent aller trop loin ?*

**Christian SAINT-ETIENNE**  
**L'incohérence française**  
**Grasset – 2012 – 155 pages**

**Attention** : ce livre fut écrit à la fin de l'année 2011.

Les exportations françaises de biens et de services atteignaient 62% des exportations allemandes en 1998, 54% en 2002 et 50 % en 2004, puis 44% en 2007 et 41% en 2011. Le tableau est posé, l'auteur va pouvoir exprimer ses analyses, ses commentaires, puis ses propositions.

Il rappelle fort opportunément que l'industrie proprement dite représente 80% des exportations et 85% de la R&D du secteur productif ; et d'écrire cette équation : pas d'industrie = pas d'exportations et pas de R&d productive... à laquelle il aurait pu ajouter en amont, pas de science = pas d'industrie !

Et de rappeler d'autres évidences pour les tenants de la « *décroissance* » : sur la période 2001-2010 une faible croissance annuelle moyenne de 1,1 point alors que nous avons besoin d'une croissance moyenne de 1,8% pour stabiliser le chômage et le déficit public et d'une croissance de 2,5 à 2,8% pour réduire significativement le chômage et le déficit.

Plus loin, CSE s'interroge sur le fait que nous ayons le record mondial de dépense de protection sociale (33% du PIB contre 25% dans le reste de la zone Euro et 18% pour l'OCDE et moins de 10% en Chine, Inde ou Russie)... et avoir aussi le record mondial du pessimisme social depuis cinq ans ? « Ce qui m'étonne en tant qu'observateur, c'est le divorce flagrant entre la réalité d'une France qui est un des trois Pays les plus égalitaires et les plus sociaux du Monde avec le Danemark et la Suède, et le discours public contraire qui alimente une critique constamment malveillante à l'égard de la société française. »

En réalité, l'auteur sait très bien où est la réponse. Elle est justement dans l'inégalité bien plus grande que ne peuvent le dire les chiffres, mais dans les classes sociales et dans les pratiques inégalitaires, dans le domaine de la santé, par exemple, où les rétributions privées de certains praticiens créent de facto une sorte de barrage infranchissable qui ne dit pas son nom. Il remarque d'ailleurs fort justement que le taux de chômage global est un leurre, car la moitié de la population active a un taux de chômage structurel de l'ordre de 15 à 20% depuis vingt ans (ouvriers, employés, petits indépendants...), tandis que l'autre moitié de la population active qui comprend les fonctionnaires, les professions protégées et les salariés des grandes entreprises privées et publiques, a un taux de chômage structurel de l'ordre de 3%.

Ca, CSE, vous ne le trouveriez pas au Danemark !

Nous ne partageons pas sa manière positive de voir la réforme de la Taxe Professionnelle ; contrairement à ce qu'il écrit, c'est une catastrophe. Outre que l'on a de nouveau inventé une usine à gaz, la réforme a eu pour effet concret de détaxer les grandes entreprises et de surtaxer les petites, comprenez qui pourra... ?

Concernant la construction européenne, l'Union, la zone Euro... l'auteur est à l'aise et ça se sent. Estimant que le Traité de Maastricht, tel qu'il a été appliqué, ne pouvait que conduire aux errements connus depuis le début de la crise des années 2007-2008, Ch. Saint-Etienne avance plusieurs propositions pour retrouver un chemin cohérent.

Pour éviter l'agonie du Sud, il faudrait se résoudre à une fédéralisation partielle de la zone. Celle-ci pourrait notamment inclure l'Allemagne, le BeNeLux, l'Autriche, la France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Naîtrait ainsi instantanément la deuxième puissance économique du Monde. Il reconnaît que cette hypothèse est peu probable et qu'en cas de tempête, on assisterait à une sortie des Pays

excédentaires de la zone Euro, comme l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas...

Une autre forme de fédéralisation pourrait voir le jour, avec douze Pays (*Allemagne, France, Italie, Espagne, Autriche, BeNeLux, Portugal, Slovénie, Slovaquie, Malte*), soit un ensemble politique homogène de Pays s'accordant sur des règles fiscales et sociales minimales et décidant de mettre en place un budget fédéral qui serait au départ de 2 à 3% du PIB de la Fédération, finançant des infrastructures communes et des éléments de défense commune.

Sur le tissu socio-économique français, le constat est double.

D'une part, une entreprise qui survit à sept ans après sa création compte trois fois plus de salariés aux USA qu'en France. D'autre part, l'excès de charges et de contraintes, ainsi que la dureté des relations de sous-traitance en France, conduisent l'entrepreneur performant à préférer vendre son entreprise dès qu'elle atteint le seuil de 70-80 salariés plutôt que d'assurer son développement. La sous-traitance est l'activité principale de beaucoup de PME industrielles ; or, les grandes entreprises donneuses d'ordres au Japon, en Allemagne et en Corée soignent leurs relations afin de consolider ce réseau d'entreprises sous-traitantes, alors que les grandes entreprises françaises ont tendance à les écraser avec la morgue des petits marquis de l'Ancien Régime, face à leurs serviteurs. Le fait que beaucoup de grands patrons soient des hauts fonctionnaires parachutés dans les états-majors plutôt que des salariés sortis du rang explique en partie ces comportements.

Le lecteur trouvera aussi p.99 une réflexion féconde sur les taux de TVA en vigueur au sein de l'Union Européenne et de la nécessaire – et urgente – harmonisation qu'il faudrait faire pour éviter des distorsions trop flagrantes.

Pour CSE, la France peut parfaitement s'adapter à l'environnement créé par la concurrence fiscale et sociale, même s'il l'a désapprouve. Mais plutôt que de s'armer pour survivre, nous préférons geindre. Soit nous sortons de l'Europe, soit nous combattons avec les armes que nous impose le Traité de Maastricht. Et c'est maintenant qu'il faut se décider. Seul le rétablissement de notre compétitivité nous donnera les armes pour encadrer la concurrence fiscale et sociale en Europe.

Et en attendant cet éventuel rebond de la France, le modèle de croissance qui perdure est un poison mortel qui nous ronge...

Nous regrettons que l'auteur ne fasse aucune proposition de réformes en profondeur de l'organisation politico-territoriale de la France et de ses superpositions d'organismes tous plus coûteux les uns que les autres et souvent inefficaces sur le plan économique ; c'est étrange...mais peut-être n'a-t-il pas voulu étendre son propos.

#### Renvois :

Jean-Louis LEVET, *Pas d'avenir sans industrie*, **FuturWest N°32**

Denis CLERC, *La paupérisation des Français*, **FuturWest N°36**

LF

*Le champ du développement durable est à l'origine de nouvelles formes d'organisation industrielle qui transcendent les frontières sectorielles classiques au profit de logiques territoriales. Mais les formes de coopération et de fertilisation mutuelle sont impulsées par les pouvoirs publics qui ont pour objectif de mettre en relation des acteurs (entreprises, institutions publiques) initialement concurrents ou issus de mondes différents et qui s'ignorent ou encore ayant des intérêts divergents. Mais si la valorisation et l'accumulation de ressources, de connaissances, de capitaux et d'expérience par des acteurs locaux réduisent le coût social et environnemental de la production et créent des opportunités d'innovation, sont-elles suffisantes pour orienter les économies locales vers une approche durable du développement ? Puis, l'expérience locale réussie] peut-elle être généralisable ? Quels sont les effets de propagation et/ou d'inspiration d'une transformation territoriale ?*

**Jean-Marie CARDEBAT et DIMITRI UZUNIDIS**  
**Territoire vert / Entreprises, Institutions, Innovations**  
**L'Harmattan – 2012 – 240 pages**

Les auteurs de cet ouvrage collectif, issus de plusieurs nationalités discutent à partir de terrains par-delà les continents des bonnes pratiques et des limites économiques et organisationnelles dans l'avènement par le local d'un nouveau paradigme vert. D'où la nécessité de discuter du concept de « territoire vert ».

L'introduction générale pose la problématique des modèles et des formes de développement des territoires, en intégrant de nouveaux enjeux (comme le développement durable), des facteurs d'attractivité (dans le cadre d'une compétition croissante des territoires, menacés par des délocalisations), en s'appuyant notamment sur le poids des variables environnementales (normes, réglementations...) et des industries qui leur sont liées, comme les éco-industries. Ces questions sont au cœur des modalités d'intervention des politiques publiques, qu'elles soient nationales ou plus locales.

Celles-ci tentent de mettre en place une « nouvelle économie », impliquant l'ensemble des acteurs présents sur un territoire pour générer ainsi des innovations, à la fois technologiques (dont les innovations vertes ou éco-innovations) et organisationnelles (formes de coopération, mutualisation...). Si chacune des variables est bien identifiée (développement, innovation, attractivité...), les relations entre elles, prises deux à deux, sont souvent faibles, voire floues et même contestées quand elles sont mises en avant ici ou là, sur la base d'hypothèses elles aussi contestables (cf choix des indicateurs de développement, d'impact environnemental ou d'attractivité...). D'autant que le choix explicite des auteurs se limite presque exclusivement sur les « éco-industries » (rarement sur le secteur primaire ou sur les services).

L'innovation au sens de l'OCDE, comprend les innovations de nature à limiter l'impact des activités industrielles sur l'environnement et ses dimensions sociales et institutionnelles. Problème, ces innovations ne sont pas prioritaires pour les entreprises, pour des raisons de coûts (et d'investissements) pouvant mettre en difficulté la compétitivité des entreprises (et des territoires ?) sauf dans le cas de mises aux normes obligatoires du pays d'exercice de l'activité (polluante). Ces innovations sont stimulées ou facilitées dans le cas de coopérations territoriales et de fortes interrelations de proximité (interactions et apprentissage collectif).

On se rapproche dès lors de la définition d'un « territoire vert », conçu comme un lieu de production de connaissance et de reconnaissance où les logiques territoriales sont plus fortes (ou compensent ?) les logiques sectorielles autour d'enjeux de développement durable (que ce soit dans l'acception « forte » ou « faible »). Les approches récentes de chercheurs sur le développement durable

insistent sur le capital des ressources disponibles sur un territoire : le capital naturel certes, mais aussi capital humain et physique, autour de « *l'épargne nette ajustée* » [cf. *rapport de la mission Stiglitz*].

L'écologie industrielle est l'un des champs d'innovation de ces territoires (*mais pas le seul !*). La légitimation et l'évaluation des politiques publiques en matière de soutien à l'activité, à la protection de l'environnement et des ressources naturelles incitent à la mise en place d'indicateurs de durabilité de toute sorte, à la fois pour les entreprises (*type RSE, ISO 26000, SD 21000...*) et pour les territoires (*grilles et cadre de référence des Agendas 21 par exemple, élaboration et évaluation des SCOT...*). L'analyse bibliographique et historique témoigne de la « *créativité* » et de la dispersion des approches -comme des indicateurs qui en sont issus- à la fois pour les entreprises et les territoires.

L'une des questions-clé du livre reste la relation entre développement durable et attractivité (*voire de compétitivité, à travers les pôles du même nom*). Ce qui cache au moins deux questions : la première, les territoires verts sont-ils plus attractifs (*et pourquoi*) ? Et la seconde : les territoires les plus attractifs et concentrant donc l'activité, sans parler à ce stade du type d'activités (*comme les éco-industries*) sont-ils plus durables ? Certains auteurs n'hésitent pas à parler même de divergences fondamentales entre le développement durable sous l'angle environnemental (*et non économique*) et l'attractivité des territoires au point de mettre en évidence des « *havres de pollution* », notamment au niveau des pays en développement et dans des contextes sociopolitiques peu stables.

Ainsi, les nouveaux entrants de l'UE où beaucoup reste à faire pour se mettre progressivement en conformité avec les directives européennes en matière environnementale révèlent des réservoirs d'investissements -et d'emplois- dans de nombreux secteurs comme la gestion des déchets, l'alimentation en eau potable, les services des eaux usées, les transports, la qualité de l'air... Autant de secteurs où des grands groupes (*français pour plusieurs d'entre eux comme Veolia, Suez...*) voisinent avec des initiatives et des innovations issues de TPE. Le rôle des politiques publiques est précisément de favoriser ces multiples formes de coopération et d'innovation, d'intégration à la fois verticale (*plus technologique*) et plus horizontale (*et donc territoriale*).

A l'opposé, les firmes multinationales ont leur propre logique d'investissement conduisant à la division internationale du travail en fonction des avantages concurrentiels. Cela leur facilite également l'accès aux marchés des pays visés. La délocalisation des activités cache plus souvent des mouvements complémentaires d'implantation pour des raisons de coût (*notamment en main d'oeuvre*), mais aussi de re-localisation, par proximité avec de nouveaux marchés. Le livre cite l'exemple de la reconversion du site industriel de Gdansk en Pologne vers l'écologie industrielle, encouragée par l'Etat (*et l'Europe*) en développant de nouvelles activités (*gestion des déchets, énergies nouvelles...*) intégrant l'analyse des flux (*matières, énergie...*).

De nombreux pays (*et communautés de communes*) cherchent ainsi à créer de toutes pièces des zones d'activité économiques durables en s'inspirant selon le cas des exemples de clusters, des systèmes de production locaux (*SPL*) ou de pôles de compétitivité.

L'analyse historique de l'industrialisation ou plus simplement du développement économique donne des clés de lecture intéressantes de la durabilité des territoires comme des activités, avec des choix qui relèvent fortement au final des stratégies d'entreprises de se développer en fonction du territoire et en relation (*synergie*) avec lui. Les praticiens du développement local retrouveront là des problématiques qui ne sont pas nouvelles (*développement endogène, intégration locale et/ou globale, implication des parties prenantes, RSE...*). Les réflexions actuelles autour du développement durable auront au moins le mérite de les réactiver.

L'ouvrage n'est pas toujours facile à lire, car il combine des interventions d'auteurs de cultures variées et avec des approches très hétérogènes (*on fait un peu le tour du monde d'expériences peu comparables*). Chaque chapitre assuré par un auteur différent mélange souvent de manière hétéroclite

des analyses plus théoriques et des terrains d'observation, où la théorie a souvent du mal à coller à la réalité. Malgré l'intérêt des questionnements abordés, il ressort à la lecture de l'ouvrage un sentiment amer de ne pas avancer et de ne pas conclure sur des hypothèses de départ parfois un peu convenues ou forcées.

Renvois :

Martin VANIER, *Le pouvoir des territoires* – **FuturWest N°28**

Sylvie BRUNEL, *A qui profite le Développement Durable ?* – **FuturWest N°31**

François GARCON, *Le modèle suisse* – **FuturWest N°033**

Mathieu CROZET, *La nouvelle économie géographique* – **FuturWest N°34**

Günter PAULI, *Croissance sans limite (ZERI)* – **FuturWest N°36**

Driss GUERRAOUI, *Intelligence territoriale et développement régional* – **FuturWest N°43**

RM

*Le Grand Plan évoque des phénomènes sociétaux qui nous sont désormais familiers, car ils ont envahi notre quotidien ; crises financières et violences urbaines entre autres.*

*Mais ce qui n'était jadis que des aléas périodiques dans l'évolution de notre système, s'installe désormais durablement dans le paysage.*

*L'auteur démontre, point par point, que ces phénomènes, loin d'être accidentels, sont désormais des armes utilisées par nos élites à leur seul profit. Il met au jour également qu'en ligne de mire de ces processus, se trouvent nos libertés individuelles, mais également le pacte social de notre modèle de démocratie.*

**Mickaël LACLAU**

## **Le Grand Plan – Nouvelles stratégies de la globalisation capitaliste L'Harmattan – 2012 – 80 pages**

Le Grand plan n'est pas l'œuvre d'une société secrète qui agirait dans l'ombre. Ses acteurs sont connus, ils constituent l'entre-soi qui réunit le politique et les dirigeants des grandes entreprises.

Le Grand plan consiste à « *dévoier le pacte social te que l'ont connu nos parents et nos grands-parents, afin de mettre en place une nouvelle société économiquement libérale, politiquement sécuritaire, socialement minimaliste et surtout électoralement verrouillée* ».

Sont dénoncés dans cet ouvrage toutes les tentatives de dérégulation, en premier lieu en France : sur le droit du travail - le marché du travail étant considéré comme un marché comme un autre dans le cadre du Grand plan, la fonction publique, etc.

### Repenser la jeunesse et détruire les contre-projets

L'auteur passe en revue les actions menées - souvent sur le long terme - pour parvenir à une marchandisation contrôlée de la société. Cela passe par la jeunesse qu'il est nécessaire de repenser, en la lobotomisant, afin d'obtenir « *avec le temps, des adultes dévoués, puis des aînés dociles* ». Cela passe notamment par le « *laminage du système éducatif* », afin de parvenir à une « *telle paupérisation intellectuelle* » que la transmission de l'esprit critique ou de la conscience politique « *s'efface au profit d'une disponibilité accrue, puis d'une dépendance totale vis-à-vis du message commercial* ».

Aucun secteur n'est épargné et surtout pas celui des arts, où fleurissent les placements de produits et les produits dérivés. « *Le futur consommateur idéal doit être décérébré* ». Afin de « *faire rentrer dans le rang les brebis égarées* », le régime des intermittents du spectacle est régulièrement remis en cause (*quoique leur caisse soit régulièrement excédentaire*) car il faut soutenir que l'action culturelle coûte à la collectivité pour un faible écho en retour. L'objectif est l'uniformisation de l'offre et « *tout parcours atypique sera traqué* ».

### Orchestrer le débat et gouverner par la peur

Cette uniformisation atteint les médias qui « *ne commentent plus l'actualité, ils la fabriquent désormais* » et le fait divers est leur matériau privilégié. En contrepoint, ces reportages rassurants sur « *ces coins de France où rien de bouge* » qui font le succès du journal de 13h...

Avant de mettre en évidence les liens entre médias et pouvoirs publics, l'auteur détaille le principe du gouvernement par la peur, qui permet d'installer la gestion policière du malaise social. « *La peur ne pousse pas au changement* », elle est « *un vecteur de soumission très puissant* ».

Initialement, le capitalisme issu de l'essor industriel trouvait dans l'État-nation un puissant levier pour le maintien de l'ordre dans le pays (*contrôle du prolétariat*) et pour l'expansionnisme à l'extérieur (*colonisation*). Mais aujourd'hui ce même État-nation est devenu une gêne au capitalisme, mondialisé et qui ne jure plus que « *par la sacro-sainte liberté de circulation des marchandises* ». Les accords internationaux en tous genres (et les règlements européens) visent à réduire la souveraineté



des États et dépouille « l'État-providence de tous ses leviers d'intervention en matière économique. »

Mais la seule fonction qu'un État n'abandonnera jamais est celle du maintien de l'ordre. N'oublions pas qu'en droit, la définition de l'État est « le monopole de la violence légale ». Ceci n'empêche pas bien entendu la privatisation de ce « service », qui peut produire des résultats spectaculaires, comme le prouve la privatisation du système carcéral privé américain : « la plus grande prison, mais aussi sa plus grande manufacture », qui permet aux États-Unis de rester dans la course à la compétitivité grâce à la main d'œuvre bon marché qu'elle offre ainsi à l'industrie américaine.

Puisque le maintien de l'ordre est la dernière compétence que nos États ont conservée, les débats doivent être orientés vers les seuls sujets qui concernent l'ordre, le fait divers, sordide de préférence... « Les thèmes du chômage, de la crise financière et bancaire montrent bien que les leviers sont désormais entre les mains du FMI et de la banque mondiale ». Les « foires d'empoigne » de nos campagnes présidentielles ne sont que des divertissements, puisque bien peu les sépare du point de vue des grandes orientations économiques. La vraie raison du pseudo débat sur la sécurité est bien de masquer l'incapacité de l'État à intervenir sur les autres fronts, notamment économiques.

À l'échelle internationale, ce sont les forces armées qui se chargent du maintien de l'ordre, mais le but reste le même : « le consommateur heureux doit s'épanouir dans un monde qu'il sent sous contrôle, où les conflits sont régulés comme le sont les conflits sociaux à l'intérieur de nos frontières ».

### Le mythe du consommateur

Le niveau de vie des travailleurs a laissé place, dans la sémantique, au « pouvoir d'achat des consommateurs ». Ceci a le mérite de niveler le débat en englobant toutes les catégories sociales y compris les plus aisées. Ainsi, le travailleur pauvre, catégorie appelée à se développer sous l'effet de la stagflation, est occultée dans le débat. Le mirage cathodique de notre société nous faire croire qu'être, c'est avant tout posséder.

### Pourquoi l'insécurité est-elle si importante pour le Grand plan

Selon le même principe que celui du consommateur, le thème de l'insécurité amalgame des problèmes d'ordres bien différents : judiciaires, sociologique, économiques, psychologiques... La violence s'est accrue, mais « ce n'est pas un aléa, c'est un besoin ». Pour l'auteur, l'insécurité physique, la violence des faits divers « font partie d'un système qui a pour but de s'emparer totalement de nos existences » et aucun dirigeant politique n'a intérêt à ce que cette violence cesse. Elle est en effet nécessaire pour maintenir en place le système répressif : le plan Vigipirate a été mis en place en 1995 : qui s'en émeut encore aujourd'hui ? Le citoyen se sait surveiller par un État qui montre ses crocs. Mais pour cela il faut un ennemi : extérieur ( FIS, GIA, Al Quāida » et intérieur (la figure fantasmée de l'étranger, plus précisément maghrébin)).

Le revers de la médaille du gouvernement par la peur est le renouvellement rapide du personnel politique, qui n'a pas tenu ses promesses, mais « le peuple est beau joueur. Il perd, mais il rejoue quand même ». Le turnover si important aux États-Unis, pays d'une grande violence sociale, est appelé à se développer chez nous aussi. C'est vrai depuis longtemps au niveau ministériel : une fois leur « basse besogne » accomplie (réformes impopulaires, casse des acquis sociaux...), les ministres vont « pantoufler dans le privé » ;

La boucle est bouclée

Résumons : « l'agencement du système économique engendre la misère ». Celle-ci génère mécaniquement les « classes dangereuses », « qui seront instrumentalisées par le système pour asseoir sa domination sur les consciences. Cette gouvernance par la peur favorise in fine l'acceptation du modèle économique ». Il n'est plus question de lutte des classes. « Aujourd'hui, il y a ce qui ont peur et ceux qui font peur », le but étant de « faire oublier la réalité des relations économiques », pour « conserver la domination des classes dirigeantes » à l'intérieur de nos frontières et celle « des nations occidentales au-delà ».

La crise économique permanente, car la crise est une arme

La crise est devenue un mode de gestion structurel. Elle a un nom : la stagflation et un

énorme avantage : la stagnation justifie de maintenir les salaires les plus bas possibles, tandis que l'inflation assure à ceux qui encaissent les dividendes sur les produits manufacturés (*l'actionnariat des entreprises*) des revenus qui continuent de croître. Ainsi, le salarié est doublement perdant : par la stagnation de son salaire et par la hausse du prix des denrées qu'il achète (*et qui, en raisonnant large, sont le fruit de son travail... ou celui de ceux qui le font désormais à sa place, une fois la production délocalisée...*). La crise est donc un excellent moyen de justifier le non partage des richesses, captées par la classe dirigeante.

### Réduction du temps de travail : le grand bond en arrière

La réduction du temps de travail, c'est en quelque sorte « *la part de bénéfice* » qui revient au travailleur du fait des gains de productivité que permet le progrès technologique. Le refus de cette réduction, c'est donc « *refuser au travailleur le droit de bénéficier d'une partie des retombées du progrès technologique* ». L'État refuse d'endosser ses responsabilités dans le « *dialogue social* » entre salariés et dirigeants. C'est une « *nouvelle forme de tyrannie* » qui menace. On peut même parler d'esclavage déguisé dans les ateliers-relais de pays où le coût du travail est indexé sur celui de la survie.

« *Ce mécanisme renvoie progressivement le travailleur salarié à ses statuts anciens, d'esclave de la manufacture* ». Mais cela ne suffit toujours pas aux tenants du Grand plan : « *il leur faut également s'accaparer les flux financiers que génèrent les États* ».

### Du bon usage de la crise économique : capter les fonds publics

Pour avoir de l'argent, les banques ont le droit... d'en créer. « *Le processus par lequel les banques créent de l'argent est si simple que l'esprit résiste à y croire* » disait John KENNETH GALBRAIGHT. Bien entendu, elles ne peuvent le faire que dans les limites d'un taux qui leur a été fixé. Mais on peut s'inquiéter quand on apprend que ce sont les banques elles-mêmes qui contrôlent si elles respectent ces taux. « *Quand le système capote et on comprend alors aisément qu'il le fasse, c'est le contribuable qui paye les pots cassés (...) avec de l'argent, du vrai celui-là* », produit du travail bien réel, lui aussi.

### En finir avec l'État-providence

L'État-providence, c'est l'État qui protège, en organisant la solidarité entre les citoyens. Il prélève des charges, afin de garantir des services (*sociaux, justice, éducation...*) sans discrimination de coût entre les citoyens. En France, c'est ce modèle qui a été mis en place par le Conseil national de la Résistance, après Guerre.

Son rival ultralibéral envisage que l'ensemble de ces services soient gérés par le secteur privé : aux citoyens d'investir une partie de leurs revenus dans ces services, selon leurs souhaits... ou leurs possibilités.

Le libre-échange nous a été vendu comme le meilleur moyen d'éviter les guerres entre pays européens. Compte-tenu des traumatismes que celles-ci ont laissés sur le continent, il est compréhensible que les Européens se soient laissés convaincre assez facilement, surtout si on le comparait à l'autre modèle, celui des dictatures bureaucratiques.

Mais le libre-échange est aussi une arme, destinée à redessiner les frontières à l'avantage des « *prêtres du culte de la marchandise* ». Les accords internationaux tiennent les pays « *pièdes et poings liés (...) aux dogmes économiques libéraux les plus archaïques* », concrétisés par le FMI, la Banque mondiale, l'Euro et surtout le Gatt.

Une fois ce mécanisme mis en place, il convient de laisser le temps faire son œuvre : l'ouverture des frontières à l'échelle mondiale favorise le dumping social : « *les zones offrant les moindres rémunérations, les moindres garanties et couvertures sociales* » endosseront « *le rôle de manufacturiers de la planète* ». Et si le sort de ces pays venait à s'améliorer ou si les travailleurs étaient trop revendicatifs, les usines se déplaceraient vers d'autres pays encore plus pauvres.

L'une des conséquences est la disparition progressive de pans entiers de notre économie. La conséquence sera l'accroissement du chômage, qui induira un alourdissement des dépenses d'ordre social. Réinjecter de l'argent dans l'économie par les plans de relance « *revient à subventionner ceux qui sont en train de détruire notre économie* », puisque l'argent file hors des frontières, la majorité des produits que nous consommons n'étant pas produits dans notre pays. C'est à cette seule fin de

rendre toutes les relances de type social contre-productives que les traités internationaux consacrant le libre-échange proscrivent par ailleurs, avec la plus extrême virulence, toutes les formes de protectionnisme des productions intérieures. Il ne faut pas que nos actes individuels de consommation permettent une perpétuation du modèle ancien.

Dans les pays qui tentent de conserver des systèmes de protection sociale, les déficits se creusent de manière abyssale ce qui n'est pas pour déplaire aux ultralibéraux. Car lorsque survient une crise, le pays affaibli ne sera aidé que s'il accepte « *de se soumettre au dogme* » : moins de dépenses publiques, moins d'actions éducatives, etc, le champ étant alors laissé libre à l'économie de marché. Les États « *modernes* » « ont abdiqué leurs leviers d'action intérieurs, tous hormis le sécuritaire, qui leur servira à contenir les futurs et inévitables débordements sociaux qui découleront de ce qu'ils appellent pudiquement des « *aménagements* ».

On l'aura compris, l'auteur est un farouche opposant à l'Union Européenne (*dans sa forme actuelle*), à l'Euro et au FMI. Son positionnement politique est clair (*gauche radicale et anti-sarkozysme revendiqué*). Les propos peu nuancés ont le mérite de rendre plus efficace le décryptage des mécanismes politico-économiques qu'il dénonce.

### Renvois :

- Suzanne BERGER, *Made in Monde (Variétés économiques)* – **FuturWest N°20**  
Pierre DARDOT (et all), *Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel* – **FuturWest N°25**  
Hakim EL KAROUI, *L'avenir d'une exception (Protectionnisme)* – **FuturWest N°32**  
Denis CLERC, *La paupérisation des Français* – **FuturWest N°36**  
Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* – **FuturWest N°37**  
Frédéric LORDON, *Capitalisme, désir et servitude* – **FuturWest N°39**  
Paul JORION, *Le capitalisme à l'agonie* – **FuturWest N°41**

PYH

« L'homme est-il seulement un homo economicus ? Notre monde est malade, mais la crise économique actuelle, qui polarise toutes les attentions, n'est qu'un symptôme de déséquilibres beaucoup plus profonds. La crise que nous traversons est systémique : elle touche tous les secteurs de la vie humaine. Elle est liée à des bouleversements de nos modes de vie sans doute aussi important que ceux advenus au néolithique, lorsque l'être humain a cessé d'être nomade pour devenir sédentaire.

Il existe pourtant des voies de guérison. En m'appuyant sur des expériences concrètes, je montre l'existence d'une autre logique que celle, quantitative et mercantile, qui conduit notre monde à la catastrophe : une logique qualitative qui privilégie le respect de la Terre et des personnes au rendement, la qualité d'être au « toujours plus ». Je plaide aussi pour une redécouverte éclairée des grandes valeurs universelles – la vérité, la justice, le respect, la liberté, l'amour, la beauté – afin d'éviter que l'homme moderne, mû par l'ivresse de la démesure, mais aussi par la peur et la convoitise, ne signe sa propre fin. »

**Frédéric LENOIR**  
**La guérison du monde**  
**Fayard – 2012 – 320 pages**

« Or nous faisons tous le constat que le monde va de plus en plus mal. » !

La première partie de l'ouvrage va s'attacher à énoncer les éléments de la crise. De la crise systémique. Montrer ses signes d'abord au cours des deux derniers siècles puis durant les trois dernières décennies. Des bouleversements inédits : le boum démographique et le vieillissement de la population – 650 millions d'habitants au début du 18<sup>e</sup> siècle, 1,6 milliards en 1900, 6 milliards en 1999, 7 en 2011... L'allongement général de la durée de vie, pour la France de 25 ans en 1740 à 80 aujourd'hui. Dans le monde 470 millions de plus de 65 ans qui devraient être 820 millions en 2025 – la fin de la ruralité et l'explosion urbaine – en 1800 3% de la population vivait en ville, en 1900, 15% de la population occidentale était devenue urbaine, 30% en 1950, en 2025 on estime que 65 à 80% de la population mondiale sera urbaine – « l'ère de la vitesse » en 1805, 40 km/h en train à vapeur, aujourd'hui 360 km/h en train, 900 km/h en avions même 2170 avec le Concorde, tout ceci entraînant un rétrécissement de la planète. A ces trois points s'ajoutent la « globalisation de l'information » et les mondialisations de l'économie, de la finance et des droits de l'homme.

Pour Hartmut Rosa, philosophe allemand, les changements de l'époque moderne se sont effectués jusqu'en 1970 sur l'échelle d'une génération, depuis ils sont permanents. Ce qui bouleverse complètement notre rapport au temps et conduit à la domination de l'immédiateté. Le tempo est maintenant donné par l'ordinateur. Les NTIC bouleversent les structures de la société, en créant un monde « horizontal » où tous peuvent « intervenir, se déplacer, échanger ». De là à considérer, comme Frédéric LENOIR, que cette évolution est anthropologiquement comparable à celle qui fut vécue lors du passage du paléolithique au néolithique et qu'elle est riche d'une « révolution cérébrale »... gardons l'accélération et l'aboutissement du processus de rationalisation, le « désenchantement du monde » (Max WEBER), l'« ultramodernité » (F. Lenoir) plutôt que la postmodernité. « Les principaux fondements du monde moderne (raison critique, individualisation, globalisation) sont toujours – et même de plus en plus – à l'œuvre, et les révolutions technologiques qui en découlent ne cessent de s'accélérer... »

Tous ces progrès cachent, provoquent (?), une crise environnementale déjà anticipée en 1972 dans le « rapport du Club de Rome » : « l'humanité court à sa perte. Quatre drames nous attendent : surpopulation, épuisement des ressources naturelles et alimentaires, épuisement des ressources non renouvelable, et pollution. » La démographie, plus la consommation en voie de généralisation sur le modèle occidental, plus l'économie mondialisée de type néo-libérale vont avoir raison de notre planète, en raison de sa finitude, et de l'homme si rien n'est entrepris pour interrompre cette course à l'abîme. Course dont les conséquences se manifestent dans diverses crises : crise agricole; crise économique; crise du politique avec la montée des « conflits identitaires » d'origine nationale, culturelle ou religieuse;

enfin crise sanitaire et psychologique, «maladies de civilisation», OGM, addictions aux drogues, au tabac, à l'alcool, au travail, à Internet...

Face à cette crise systémique, ni le retour en arrière, ni l'espoir de solutions issues de nouvelles découvertes scientifiques, techniques ne sont possibles. Il faut donc « *changer de logique* ».

« *Le processus de guérison du monde a un caractère holistique prononcé. Elle (sic) inclut la guérison de notre planète meurtrie, celle de notre humanité malade d'injustice de toutes sortes; elle englobe aussi la guérison de notre être, celle de notre personne.* » Il s'agit du « *réenchantement de notre relation au monde* ». Un triple processus qui concerne notre environnement, l'humanité et nous-mêmes. Suivent pour chacun des trois thèmes des exemples d'actions existantes, des voies. Pour l'environnement : la démocratie de la Terre de Vandana Shiva, la ferme de Sekem d'Ibrahim Abouleish, l'agroécologie de Pierre Rabhi, les maisons écologiques et le traitement des déchets, toutes approches reposant sur le développement d'une conscience environnementale tant individuelle que collective. Au niveau de l'humanité : les monnaies complémentaires et alternatives, le commerce équitable, la finance solidaire de Mohammad Yunus et Maria Nowak, la taxe Tobin... Au niveau de la personne : le développement personnel A. Maslow la psychologie humaniste, C.G. Jung la psychologie des profondeurs,... David Servan-Schreiber, Thierry Jansen sur notre capacité d'autoguérison, les médecines alternatives, la méditation...

Pour sortir des maux qui proviennent de la globalisation du monde dans un cadre occidental dominé par une « *logique mécaniste et financière* », il nous faut donc « *construire ensemble une civilisation globale fondée sur d'autres valeurs que la seule logique marchande* ». Six grandes valeurs sont conviées : la vérité, la justice, le respect, la liberté, l'amour et la beauté. Toutes sont partagées par les diverses civilisations, cultures, religions de notre planète et même si leurs expressions sont différentes « *elles convergent* » et peuvent donc servir de socle pour un changement de logique. Après l'étude de l'expression de chacune d'elle dans des cultures et religions différentes, Frédéric LENOIR s'interroge sur l'universalité des droits de l'homme et constate qu'ils sont vécus en Chine, dans le monde musulman,... comme un produit de la civilisation occidentale, un outil de domination que n'appliquent pas ses thuriféraires. Un travail de hiérarchisation des valeurs à l'échelle planétaire est à réaliser, « *il ne peut qu'être le fruit d'un véritable dialogue entre les cultures* », cependant l'auteur en choisi trois : justice, liberté, fraternité qui lui semblent, en parallèle avec la devise française, pouvoir être un facteur d'unité.

Au-delà des origines des crises particulières il faut situer la structure « *idéologique* » de la crise globale que nous traversons. « *L'une des clés qui peut nous aider à entrevoir l'explication de la crise socio-anthropologique et écologique planétaire est la différence qui existe, dans notre rapport au monde, entre la conception mécaniste et la conception organique que nous en avons.* » La vision mécaniste issue de la méthode d'objectivation de Descartes « *offre une vision philosophique bien réductrice du réel* » et de l'humain, ainsi que du sacré « *réduit à un corpus de textes juridiques visant à formater les comportements* ». Cette montée, occidentale, du mécanisme et du réductionnisme s'oppose à la vision des sagesses indiennes, chinoises, africaines et amérindiennes, ainsi qu'à celles de la Grèce antique et de l'Europe de la Renaissance puis du romantisme, qui perçoivent l'interdépendance de tous les êtres et de tous les phénomènes, en un mot qui ont une vision organique du monde. Ce que les romantiques rejettent surtout c'est la quantification de la vie. Novalis expliquera que « *La poésie est le réel absolu. Plus une chose est poétique, plus elle est vraie* ». L'Allemagne romantique nous donnera la Naturphilosophie qui s'intéressera à « *l'Ame du Monde* » en écho aux mystiques chrétiennes, juives et musulmanes, et dont les développements nourriront les travaux de C.G. Carus, d'Hahnemann, de C.G. Jung, d'Henry Corbin, de Gilbert Durand... La résistance au « *désenchantement du monde* » issue du romantisme allemand se nourrira aussi de la culture indienne et donnera entre autre la « *contre-culture* » née dans les années 1960 aux Etats-Unis. La science dure, la physique, en particulier la mécanique quantique avec son principe d'incertitude montre l'imprédictibilité radicale des phénomènes, ce que Poincaré découvre aussi pour le monde cosmique, puis ce sera la non-séparabilité, signe de l'interdépendance des phénomènes. Ces découvertes qui mettent à mal la logique aristotélicienne entrent par contre en « *résonance* » avec les plus vieux textes de l'Inde et ceux-ci contribuent à nourrir la réflexion de

certaines physiciens. La mise en cause de la logique du tiers exclu, conduira à la logique de Lupasco, puis aux différents niveaux de réalité de Basarab Nicolescu et à la Transdisciplinarité dont le premier congrès mondial en 1994 vit la participation d'Edgar Morin, chantre de la complexité.

Ce changement de paradigme, peut être en cours, ne suffira pas pour transformer le monde. Il y faut aussi une révolution intérieure. « ... *c'est quand la pensée, le cœur, les attitudes de la majorité auront changé que le monde changera* ». Pour cela il nous faut lutter contre trois poisons qui « *sont la convoitise, le découragement ... et la peur* ».

Passer de la convoitise à la sobriété heureuse, sortir de notre désir de nous approprier le désir d'un autre (*René Girard, mais aussi les travaux actuels sur les neurones miroirs*), retour à la tempérance, à la maîtrise de soi des philosophes grecs, passer d'une logique de l'avoir à une logique de l'être.

Passer du découragement à l'engagement. La mondialisation de l'information, celle qui ne parle que des troubles économiques, sociaux, naturels, des conflits, des crimes, nous donnent une image du monde négative, un monde où tout va mal, un monde malheureux. (*Tiens voici la première phrase de l'ouvrage et peut-être une cause sous-estimée par l'auteur.*) Il nous faut apprendre à conjuguer responsabilité individuelle et collective à tous les niveaux : personnel, local, national, mondial.

Passer de la peur à l'amour, « *repandre confiance en nous pour mieux reprendre confiance dans les autres* ».

D'une façon générale procéder à une série de rééquilibrages – pour les Chinois l'harmonie repose sur l'équilibre entre divers couples antagonistes et complémentaires, Yin, Yang; intérieur, extérieur; attente, action... Trois exemples de rééquilibrages à réaliser pour nous occidentaux : intériorité, extériorité ; hémisphère droit et gauche ; masculin, féminin.

En conclusion pour Frédéric Lenoir « *La guérison du monde est un objectif qui ne sera jamais définitivement atteint... Mais c'est un processus dans lequel il faut résolument s'engager pour inverser la pente actuelle qui nous conduit au désastre* ».

Un livre attachant, riche de réflexions nourries de cultures diverses. Bien qu'un peu trop dans l'air du temps, très écologiquement et politiquement correct. La notion de crise systémique me semble à retenir, mais je ne pense pas que l'auteur en ait tiré toutes les conséquences. Certes les évolutions techniques, économiques et démographiques ont rendu notre monde clos. Un monde clos dans lequel les flux d'information et de matière se sont multipliés, se croisant, s'interconnectant, interagissant sans cesse, et ce de plus en plus rapidement, produisant une croissance continue de la complexité, et donc générant un monde chaotique. La crise systémique est aussi celle de la complexité, de la multiplication des relations interhumaines. Sommes-nous prêts à réduire drastiquement nos flux d'échanges, à nous relocaliser, tout en souhaitant être ouvert au monde ? Ou sommes-nous condamnés à vivre une ou des situations de chaos d'où émergera un autre ordre aujourd'hui difficilement imaginable.

JP

|                                  |   |             |
|----------------------------------|---|-------------|
| <i>TIBERGHIE</i> Yves            | <i>L'Asie et le futur du Monde</i>                    | Sciences-Po |
| <i>BATAILLE</i> Philippe         | <i>Euthanasie : le grand malentendu</i>               | Autrement   |
| <i>PEREZ</i> Pascale             | <i>Géopolitique de l'économie parallèle</i>           | Ellipses    |
| <i>BARROW</i> John               | <i>Le livre des Univers</i>                           | Dunod       |
| <i>MAGUEIJO</i> Joao             | <i>Plus vite que la lumière</i>                       | Dunod       |
| <i>FROMENT</i> Alain             | <i>Le soleil dans la peau (bienfaits et risques)</i>  | R. Laffont  |
| <i>CHABERLOT</i> Frédéric        | <i>La science est-elle un conte de fées ?</i>         | CNRS        |
| <i>CARPENTIER</i> Alain          | <i>L'accident majeur de Fukushima</i>                 | EDP         |
| <i>GUBSER</i> Steven             | <i>Petite introduction à la théorie des cordes</i>    | Dunod       |
| <i>PRONE</i> André               | <i>Pour sortir du capitalisme...</i>                  | L'Harmattan |
| <i>CORNATON</i> Michel           | <i>Pourquoi nous travaillons</i>                      | L'Harmattan |
| OCDE                             | <i>Toujours plus d'inégalités...</i>                  | OCDE        |
| <i>AGLIETTA</i> Michel           | <i>La voie chinoise (Capitalisme et Empire)</i>       | O. Jacob    |
| <i>SMITH</i> Andi                | <i>Délibération et gouvernance</i>                    | L'Harmattan |
| <i>FRACHON</i> Alain             | <i>La Chine contre l'Amérique</i>                     | Grasset     |
| <i>BOULOUQUE</i> Sylvain         | <i>Les anarchistes (Anthologie)</i>                   | Le Monde    |
| <i>VALENTIN</i> Pascal           | <i>Espace et opérations (militaires)</i>              | L'Harmattan |
| <i>BENETEAU</i> Alain            | <i>Les Régions françaises au milieu du gué</i>        | L'Harmattan |
| <i>FORSYTH</i> Jeff              | <i>Pourquoi <math>E = mc^2</math> ?</i>               | Dunod       |
| <i>BERNIE-BOISSART</i> Catherine | <i>Patrimoine et désirs d'identités</i>               | L'Harmattan |
| Collectif                        | <i>De la radio logicielle à la radio intelligente</i> | Lavoisier   |
| <i>SIMONNOT</i> Philippe         | <i>La monnaie, histoire d'une imposture</i>           | Perrin      |
| <i>NOREL</i> Philippe            | <i>Une histoire du monde global</i>                   | SH          |

# BIBLIOGRAPHIE / WEB

## suite

|                            |  |                    |
|----------------------------|--|--------------------|
| <i>MONOD Jean-Claude</i>   | <i>Qu'est-ce qu'un chef en démocratie ?</i>              | <i>Seuil</i>       |
| <i>ASSOULY Olivier</i>     | <i>Le Luxe. Essais sur la fabrique de l'ostentation</i>  | <i>IFM</i>         |
| <i>DEMICHÈL Francine</i>   | <i>L'internationale de l'intelligence</i>                | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>NAUDET Jules</i>        | <i>Entrer dans l'élite... (France, Inde, USA)</i>        | <i>PUF</i>         |
| <i>LENGLET François</i>    | <i>Qui va payer la crise ?</i>                           | <i>Fayard</i>      |
| <i>SEABRIGHT Paul</i>      | <i>Sexonomics</i>  | <i>Alma</i>        |
| <i>DANIEL Jean-Marc</i>    | <i>Huit leçons d'histoire économique</i>                 | <i>O. Jacob</i>    |
| <i>EL MILI Naoufel</i>     | <i>Le printemps arabe, une manipulation</i>              | <i>Max Milo</i>    |
| <i>BARON Gaëlle</i>        | <i>L'évaluation des politiques publiques</i>             | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>FINES Louise</i>        | <i>L'organisation des crimes en col blanc</i>            | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>PIOT Alain</i>          | <i>La spirale de la misogynie</i>                        | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>BAFOIL François</i>     | <i>Capitalismes émergents (hors Chine et Russie)</i>     | <i>Sciences Po</i> |
| <i>CHATRIOT Alain</i>      | <i>Organiser les marchés agricoles (PAC...)</i>          | <i>A. Colin</i>    |
| <i>IZRAËLEWICZ Erik</i>    | <i>Chine, de la révolution à la naissance d'un géant</i> | <i>Le Monde</i>    |
| <i>DESCHATRES François</i> | <i>Les Francs-Maçons : inconditionnels de l'espoir</i>   | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>LARROUQUE Damien</i>    | <i>Le plan CEIBAL en Uruguay</i>                         | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>DAVEZIES Laurent</i>    | <i>La crise qui vient</i>                                | <i>Seuil</i>       |
| <i>GODEMENT François</i>   | <i>Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme</i>         | <i>O. Jacob</i>    |
| <i>MENARD Claude</i>       | <i>L'économie des organisations</i>                      | <i>Découverte</i>  |
| <i>FRAGONARD Bertrand</i>  | <i>Vive la protection sociale !</i>                      | <i>O. Jacob</i>    |
| <i>ALTER Norbert</i>       | <i>La force de la différence (Patrons atypiques)</i>     | <i>PUF</i>         |
| <i>GISIN Nicolas</i>       | <i>Non-localité, téléportation.....</i>                  | <i>O. Jacob</i>    |
| <i>SFP</i>                 | <i>Situation énergétique (France &amp; Monde)</i>        | <i>EDP</i>         |



# BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

|                                 |  |                    |
|---------------------------------|--|--------------------|
| <i>MINO Jean-Christophe</i>     | <i>Soins intensifs, la technique et l'humain</i>         | <i>PUF</i>         |
| <i>ROMANET (de) Augustin</i>    | <i>Non aux Trente Douloureuses</i>                       | <i>Plon</i>        |
| <i>GROS François</i>            | <i>Les nouveaux mondes de la biologie</i>                | <i>O. Jacob</i>    |
| <i>MANGOT Mickaël</i>           | <i>Génération déshéritée (Dettes, logement...)</i>       | <i>Eyrolles</i>    |
| <i>GUÉLTON Sonia</i>            | <i>L'économie de l'aménagement</i>                       | <i>Soteca</i>      |
| <i>LACOSTE Yves</i>             | <i>La géographie, ça sert, d'abord à faire la guerre</i> | <i>Découverte</i>  |
| <i>VERNHES Marc</i>             | <i>Lettre aux citoyens du Monde</i>                      | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>BERTHELOT Jean-Marie</i>     | <i>Matériaux composites</i>                              | <i>Lavoisier</i>   |
| <i>BECK Ulrich</i>              | <i>Pour un empire européen</i>                           | <i>Flammarion</i>  |
| <i>BESNIER Jean-Michel</i>      | <i>L'homme simplifié (vs l'homme augmenté)</i>           | <i>Fayard</i>      |
| <i>FRASER Nancy</i>             | <i>Le féminisme en mouvement...</i>                      | <i>Découverte</i>  |
| <i>SALECL Renata</i>            | <i>La tyrannie du choix (choix et liberté)</i>           | <i>A. Michel</i>   |
| <i>HIBOU Béatrice</i>           | <i>La bureaucratisation du Monde</i>                     | <i>Découverte</i>  |
| <i>ION Jacques</i>              | <i>S'engager dans une société d'individus</i>            | <i>A. Colin</i>    |
| <i>SANTELLI Maurice</i>         | <i>Chimie bioorganique</i>                               | <i>Lavoisier</i>   |
| <i>POLICAR Alain</i>            | <i>Le libéralisme politique et son avenir</i>            | <i>CNRS</i>        |
| <i>FOUQUET Yves</i>             | <i>Les ressources minérales maritimes profondes</i>      | <i>QUAE</i>        |
| <i>PAPON Pierre</i>             | <i>Bref récit du futur – Prospective 2050</i>            | <i>A. Michel</i>   |
| <i>ZOUARI Faouzia</i>           | <i>Pour un féminisme méditerranéen</i>                   | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>ROUET Gilles</i>             | <i>Usages politiques des nouveaux médias</i>             | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>GREAU Jean Luc</i>           | <i>La grande récession</i>                               | <i>Folio</i>       |
| <i>LECERF-THOMAS Bernadette</i> | <i>Activer les talents avec les neurosciences</i>        | <i>Pearson</i>     |
| <i>PERRY John</i>               | <i>Procrastination – l'art de reporter au lendemain</i>  | <i>Autrement</i>   |

# BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

|                                |  |                     |
|--------------------------------|--|---------------------|
| <i>CHIFFOLEAU Sylvie</i>       | <i>Sociétés arabes en mouvement</i>                    | <i>L'Harmattan</i>  |
| <i>SAINTENY Guillaume</i>      | <i>Plaidoyer pour l'écofiscalité</i>                   | <i>B-Chastel</i>    |
| <i>OFCE</i>                    | <i>L'économie française 2013</i>                       | <i>OFCE</i>         |
| <i>LATOUCHE Serge</i>          | <i>L'âge des limites</i>                               | <i>M et 1 Nuits</i> |
| <i>KANDIL Ferial</i>           | <i>Fondements de la justice</i>                        | <i>PUF</i>          |
| <i>TIMOTEO Joaquim</i>         | <i>Atlas des jeunes (15-30) en France</i>              | <i>Autrement</i>    |
| <i>PINA-GUERASSIMOF Carine</i> | <i>La Chine et sa nouvelle diaspora</i>                | <i>Ellipses</i>     |
| <i>LEFEUVRE Evariste</i>       | <i>La renaissance américaine</i>                       | <i>Léo Scheer</i>   |
| <i>BAMBERGER Clara</i>         | <i>Femmes et médias (Image partielle et partielle)</i> | <i>L'Harmattan</i>  |
| <i>VOLOSHIN Georgiy</i>        | <i>La nouveau grand jeu en Asie centrale</i>           | <i>L'Harmattan</i>  |
| <i>PERRET Véronique</i>        | <i>L'état des entreprises 2013</i>                     | <i>Découverte</i>   |
| <i>LAIDI Ali</i>               | <i>Aux sources de la guerre économique</i>             | <i>A. Colin</i>     |
| <i>PROCHIANTZ Alain</i>        | <i>Qu'est-ce que le vivant ?</i>                       | <i>Seuil</i>        |
| <i>BENASAYAG Miguel</i>        | <i>Fabriquer le vivant ?</i>                           | <i>Découverte</i>   |
| <i>KUHN Thomas</i>             | <i>La structure des révolutions scientifiques</i>      | <i>Champs</i>       |
| <i>BELY Lucien</i>             | <i>L'art de la paix en Europe</i>                      | <i>PUF</i>          |
| <i>CHEVALIER Tom</i>           | <i>L'État-Providence et les jeunes</i>                 | <i>L'Harmattan</i>  |
| <i>BULOT Thierry</i>           | <i>Normes, urbanités, émergences plurilingues</i>      | <i>L'Harmattan</i>  |
| <i>ROY Claude</i>              | <i>Triple A de la bio-économie</i>                     | <i>L'Harmattan</i>  |
| <i>SOUTIF Michel</i>           | <i>L'Asie, source de sciences et de techniques</i>     | <i>EDP</i>          |
| <i>DALOZ Roger</i>             | <i>L'évolution biologique au 21e siècle</i>            | <i>Lavoisier</i>    |
| <i>PAVE Alain</i>              | <i>Modélisation des systèmes vivants</i>               | <i>Lavoisier</i>    |
| <i>BREEDLOVE Marc</i>          | <i>Psychobiologie (Neurosciences comportementales)</i> | <i>De Boeck</i>     |

# BIBLIOGRAPHIE / WEB

## suite

|                                  |  |                    |
|----------------------------------|--|--------------------|
| <i>FONTAINE Laetitia</i>         | <i>Bâtir en terre</i>                                      | <i>Belin</i>       |
| <i>BOULANGER Philippe</i>        | <i>Le trésor des paradoxes</i>                             | <i>Belin</i>       |
| <i>ESFELD Michael</i>            | <i>Physique et métaphysique</i>                            | <i>PPUR</i>        |
| <i>FEIERTAG Olivier</i>          | <i>Les Banques Centrales à l'échelle du Monde</i>          | <i>Sc.Po.</i>      |
| <i>TRENTIN Bruno</i>             | <i>La cité du travail, le fordisme et la Gauche</i>        | <i>Fayard</i>      |
| <i>LUCARELLI Alberto</i>         | <i>Régionalisme italien et régionalisme français</i>       | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>ORRELL David</i>              | <i>Le crépuscule de l'Homo oeconomicus</i>                 | <i>Exils</i>       |
| <i>LENOIR Frédéric</i>           | <i>La guérison du Monde</i>                                | <i>Fayard</i>      |
| <i>MONTEIL Pierre</i>            | <i>Les mensonges de l'Histoire</i>                         | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>PAPON Pierre</i>              | <i>Bref récit du futur (2050)</i>                          | <i>A. Michel</i>   |
| <i>LAMAISONNEUVE (de) Eric .</i> | <i>Chine L'envers et l'endroit</i>                         | <i>Rocher</i>      |
| <i>TRANNOY Alain</i>             | <i>Il faut une révolution fiscale</i>                      | <i>Eyrolles</i>    |
| <i>SAINT-ETIENNE Christian</i>   | <i>L'incohérence française</i>                             | <i>Grasset</i>     |
| <i>HAMALAINEN Pekka</i>          | <i>L'empire Comanche</i>                                   | <i>Anarcharsis</i> |
| <i>GEORGE Susan</i>              | <i>En finir avec la démocratie...</i>                      | <i>Seuil</i>       |
| <i>CORCUFF Philippe</i>          | <i>Où est passé la critique sociale ?</i>                  | <i>Découverte</i>  |
| <i>FUMEY Gilles</i>              | <i>Géopolitique de l'alimentation</i>                      | <i>CNRS</i>        |
| <i>MIKAIL Barah</i>              | <i>Nécessaire relecture du « Printemps arabe »</i>         | <i>Cygne</i>       |
| <i>SARFATY Freddy</i>            | <i>L'entreprise autrement</i>                              | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>BADIE Bertrand</i>            | <i>L'état du Monde 2013. La cassure</i>                    | <i>Découverte</i>  |
| <i>SAINTENY Guillaume</i>        | <i>Plaidoyer pour l'écofiscalité</i>                       | <i>B-Chastel</i>   |
| <i>FERREOL Gilles</i>            | <i>Femmes &amp; Agriculture</i>                            | <i>EME</i>         |
| <i>VELTZ Pierre</i>              | <i>Paris, France, Monde (L'économie par le territoire)</i> | <i>L'Aube</i>      |

# BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

|                                |   |                    |
|--------------------------------|---|--------------------|
| <i>LIEBERHERR Françoise</i>    | <i>Quelles villes pour le 21e siècle ?</i>                        | <i>Infolio</i>     |
| <i>ROSSO Laurent</i>           | <i>Agroalimentaire et risques sanitaires</i>                      | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>NEGRE Guilhem</i>           | <i>Comment humaniser l'entreprise ?</i>                           | <i>Manuscrit</i>   |
| <i>MONTEMONT Véronique</i>     | <i>Intime et Politique</i>  | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>LEPARMENTIER Arnaud</i>     | <i>Ces Français, fossoyeurs de l'Euro</i>                         | <i>Plon</i>        |
| <i>SYMA Ndongo</i>             | <i>Le scandale du commerce équitable</i>                          | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>DELMAS-MARTY Mireille</i>   | <i>Résister, responsabiliser, anticiper (Droit International)</i> | <i>Seuil</i>       |
| <i>CANTASINO Maria</i>         | <i>Professionalisation et e-learning</i>                          | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>SANTI Michel</i>            | <i>Splendeurs et misères du libéralisme</i>                       | <i>L'Harmattan</i> |
| <i>OFCE</i>                    | <i>L'économie française 2013</i>                                  | <i>OFCE</i>        |
| <i>FEIERTAG Olivier</i>        | <i>Les banques centrales à l'échelle du Monde</i>                 | <i>Sc. Po.</i>     |
| <i>RAFFENNE Coralie</i>        | <i>La souveraineté marchandisée</i>                               | <i>A. Colin</i>    |
| <i>GALLAND Olivier</i>         | <i>Une jeunesse différente ?</i>                                  | <i>Docu. Fse</i>   |
| <i>HEBER-SUFFRIN Claire</i>    | <i>Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs</i>              | <i>Ellipses</i>    |
| <i>SALAMA Pierre</i>           | <i>Les économies émergentes latino-américaines</i>                | <i>A. Colin</i>    |
| <i>RAMEL Frédéric</i>          | <i>L'attraction mondiale</i>                                      | <i>Sc. Po.</i>     |
| <i>SAINT-ETIENNE Christian</i> | <i>France : état d'urgence</i>                                    | <i>O. Jacob</i>    |
| <i>Collectif</i>               | <i>Atlas de la mondialisation</i>                                 | <i>Sc. Po.</i>     |
| <i>PAPON Pierre</i>            | <i>Energie : la science peut-elle changer la donne ?</i>          | <i>Le Pommier</i>  |
| <i>ROSEAU Nathalie</i>         | <i>Aerocity. Quand l'avion fait la ville</i>                      | <i>Parenthèses</i> |
| <i>BERCHE Patrick</i>          | <i>Quand la médecine gagne...</i>                                 | <i>Flammarion</i>  |
| <i>DEUTSCH Jean</i>            | <i>Le gène, un concept en évolution</i>                           | <i>Seuil</i>       |

|  |   |
|--|---|
| <a href="http://www.lessensdesmots.eu">www.lessensdesmots.eu</a>               | <i>Rencontre savant – art dramatique</i>  |
| <a href="http://www.carex-eu.org">www.carex-eu.org</a>                         | <i>Coordination Actions for Research Activities of life in Extreme Environments</i> |
| <a href="http://www.fondationbiodiversite.fr">www.fondationbiodiversite.fr</a> | <i>Comme son nom l'indique...</i>   |
| <a href="http://www.humanityplus.org">www.humanityplus.org</a>                 | <i>Déclaration transhumaniste</i>   |
| <a href="http://www.agence-biomedecine.fr">www.agence-biomedecine.fr</a>       | <i>Assistance médicale à la procréation</i>   |
| <a href="http://www.cdc.gov/ART">www.cdc.gov/ART</a>                           | <i>Idem – Rapport de 2009 aux USA</i>   |
| <a href="http://www.lesusinesdufutur.com">www.lesusinesdufutur.com</a>         | <i>Comme son nom l'indique...</i>   |
| <a href="http://www.akio-solution.com">www.akio-solution.com</a>               | <i>R&amp;D (Akio) à Lannion</i>   |
| <a href="http://www.kerlink.fr">www.kerlink.fr</a>                             | <i>Optimisation des circulations des Bus</i>  |
| <a href="http://www.erh2-bretagne.com">www.erh2-bretagne.com</a>               | <i>Hydrogène-énergie en Bretagne</i>  |
| <a href="http://sourcemap.com">http://sourcemap.com</a>                        | <i>Mieux connaître l'origine des produits</i>                                       |
| <a href="http://barterworks.org">http://barterworks.org</a>                    | <i>Troc organisé (entreprises et particuliers)</i>                                  |
| <a href="http://www.multitudes.samizdat.net">www.multitudes.samizdat.net</a>   | <i>Galaxie alermondialiste (extrait)</i>  |
| <a href="http://www.mediachimie.org">www.mediachimie.org</a>                   | <i>La chimie française</i>  |
| <a href="http://unfpa.org/ageingreport">http://unfpa.org/ageingreport</a>      | <i>Vieillesse de la population mondiale</i>   |
| <a href="http://www.leap2020.eu">www.leap2020.eu</a>                           | <i>Laboratoire Européen de l'Anticipation Politique</i>                             |
| <a href="http://www.biogenouest.org">www.biogenouest.org</a>                   | <i>Mer, agro, santé, bioinformatique...</i>   |
| <a href="http://www.capbiotek.fr">www.capbiotek.fr</a>                         | <i>Biotechnologies en Bretagne</i>  |
| <a href="http://www.goldenspikecompany.com">www.goldenspikecompany.com</a>     | <i>Si vous voulez marcher sur la Lune (700 M\$/pers.)</i>                           |
| <a href="http://www.disasterscharter.org">www.disasterscharter.org</a>         | <i>International Charter Space and Major Disasters</i>                              |
| <a href="http://www.airzerog.com">www.airzerog.com</a>                         | <i>L'impesanteur pour tous...</i>   |
| <a href="http://www.mpedia.fr">www.mpedia.fr</a>                               | <i>Recherches sur la santé des enfants (0-6 ans)</i>                                |
| <a href="http://www.projetsurbains.com">www.projetsurbains.com</a>             | <i>Comme son nom l'indique...</i>   |

|  |   |
|--|---|
| <a href="http://www.rieas.gr">www.rieas.gr</a>   | <i>Research Institute for European and American Studies</i> |
| <a href="http://tinyurl.com/teach-nmr">http://tinyurl.com/teach-nmr</a>                | <i>La Résonance Magnétique Nucléaire expliquée</i>          |
| <a href="http://www.rewalk.liberation.fr">www.rewalk.liberation.fr</a>                 | <i>Des chats paralysés remarchent (Docu)</i>                |
| <a href="http://www.revolymmer.com/removable_gum">www.revolymmer.com/removable_gum</a> | <i>Le chewing-gum biodégradable</i>                         |
| <a href="http://www.barbarafreethy.com">www.barbarafreethy.com</a>                     | <i>Auto édition à 2,2 millions d'exemplaires... !</i>       |
| <a href="http://www2.astronomicalheritage.net">www2.astronomicalheritage.net</a>       | <i>Patrimoine astronomique de l'humanité</i>                |
| <a href="http://www.brooklyngrangefarm.com">www.brooklyngrangefarm.com</a>             | <i>La ferme de Brooklyn Grange (sur les toits)</i>          |
| <a href="http://www.ektaparishad.com">www.ektaparishad.com</a>                         | <i>Lutte des sans terre en Inde</i>                         |
| <a href="http://www.cieletespace.fr/node/9543">www.cieletespace.fr/node/9543</a>       | <i>MSL (Curiosity) landing on Mars</i>                      |
| <a href="http://www.physics-about.com">www.physics-about.com</a>                       | <i>L'actualité de la science physique</i>                   |
| <a href="http://www.sorosoro.org">www.sorosoro.org</a>                                 | <i>Audiovisuel des langues en danger</i>                    |
| <a href="http://www.cleansky.eu">www.cleansky.eu</a>                                   | <i>Avions plus propres et moins bruyants</i>                |
| <a href="http://www.ich-will-europa.de">www.ich-will-europa.de</a>                     | <i>Onze fondations allemandes pour une UE forte</i>         |
| <a href="http://www.opaline-dijon.fr">www.opaline-dijon.fr</a>                         | <i>L'origine des préférences alimentaires</i>               |
| <a href="http://www.noteo.info">www.noteo.info</a>                                     | <i>Classement de 45 000 produits</i>                        |
| <a href="http://whystringtheory.com">http://whystringtheory.com</a>                    | <i>Tout savoir sur la théorie des Cordes</i>                |
| <a href="http://wallace-online.org">http://wallace-online.org</a>                      | <i>Alfred Russel Wallace, complice de Charles Darwin</i>    |